



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi
10 pages

Ouvriers, paysans pauvres et fonctionnaires.

La Révolution pour vingt francs par mois !



Deux mille fonctionnaires ont manifesté dans les rues de Nice et quatre mille à Lyon.

De telles manifestations sont significatives au moment où Daladier affirme péremptoirement sa volonté d'ajourner « sine die » toute augmentation de traitement.

Elles traduisent de façon encore modérée le profond mécontentement qui fermente parmi des dizaines de milliers de ces travailleurs dont l'Etat est l'employeur et auxquels il refuse les moyens les plus élémentaires de faire face à la montée croissante des charges fiscales et du coût de la vie.

Il n'y a dans l'attitude du gouvernement rien qui ne fût prévisible : Un gouvernement de classe qui s'emploie tenacement à reprendre au prolétariat plus que ce que le prolétariat avait arraché au patronat, un gouvernement qui, par décret-loi, étend sur l'ensemble de la population les griffes de la mobilisation et de la préparation à la guerre, un gouvernement qui allonge la durée du temps de travail, sous prétexte d'assouplir les quarante heures et rappelle brutalement aux masses crédules illusionnées par le Front populaire que la grande bourgeoisie reste la classe dominante ne peut donner satisfaction aux fonctionnaires.

Les phrases classiques sur « la nécessité des sacrifices pour le redressement national » traduisent une position intrasigeante de classe, mais soulignent en même temps l'interdépendance étroite où se trouvent tous les travailleurs : ouvriers, paysans pauvres, fonctionnaires devant le capitalisme et devant l'Etat, son instrument.

Pour tous les travailleurs de la ville et des champs, y compris les fonctionnaires, la lutte âpre, quotidienne et sans merci contre la bourgeoisie et ses organisations, contre l'Etat et contre les dirigeants traîtres de la C.G.T. et des formations politiques est le premier terme de l'alternative où ils se trouvent : Vivre ou succomber à la misère, à la répression et à la guerre.

Les fonctionnaires, comme l'ensemble des travailleurs, paient aujourd'hui la lourde rançon d'avoir fait confiance à la « démocratie » bourgeoise et à ses soutiens. Pour justifier sa politique d'atermoiements, Charles Laurent, grand manitou cégétiste, pouvait dire aux fonctionnaires, voici peu de temps : Votre intransigeance eut ouvert la porte à la Révolution. Fallait-il déclencher la révolution pour vingt francs par mois ?

Aujourd'hui, les faits répondent et puissent-ils être entendus et compris de tous les travailleurs : La prise du pouvoir, les Soviets d'ouvriers, de paysans, de soldats est le but vers lequel doivent converger tou-

tes les revendications successives des travailleurs s'ils ne veulent pas s'enliser dans le marécage réformiste. Oui, il faut faire la révolution pour 20 francs ! Il faudrait la faire, fût-ce pour vingt sous !

Les revendications des fonctionnaires sont bel et bien enterrées. Les déclarations de Daladier au groupe S.F.I.O. ne laissent aucun doute à ce sujet. Ce rejet s'accompagne de promesses aux cultivateurs et pour « la croûte de pain aux vieux », ce qui permettra le jeu fasciste d'opposer aux fonctionnaires les autres travailleurs.

C'est dans leur action puissante et coordonnée que les ouvriers, les paysans et les fonctionnaires imposeront leurs volontés à leurs exploiters. Que chefs stalinien et S.F.I.O. rivalisent de démagogie et se décochent, en toute fraternité, les plus sévères crocs-en-jambes, que les bourgeois radicaux incitent Daladier à user du décret de clôture qu'il a en poche et devant lequel chaque parlementaire s'inclinera servilement. Contre la misère, la dictature et la guerre, la classe ouvrière doit passer à l'action.

Libérez Garnier et David !

L'élection de St. Etienne

COMME la plupart des élections partielles, l'élection de Saint-Etienne montre, indépendamment des combinaisons que font les partis entre eux, surtout les partis du Front populaire, au détriment l'un de l'autre, que les grandes masses suivent le Front populaire. On peut même dire que les masses les moins politiques viennent maintenant au Front populaire. C'est d'une grande importance pour les militants d'avant-garde, au moment même où une minorité est rejetée du Front populaire ; les trotskystes « sectaires » que nous sommes saurons l'expliquer aux « hommes de masse » du P.S.O.P.

Mais l'élection de Saint-Etienne a une autre caractéristique. Le parti communiste a pris une raclée sérieuse, perdant près de 2.500 voix sur 1936. Il y a une raison à cela : les ouvriers stéphanois ont manifesté contre l'attitude infâme des stalinien, et en particulier de leur candidat Thibaud, militant syndical, contre le secrétaire du Syndicat du Bâtiment Garnier, et l'ouvrier du Bâtiment David, menacé de la Cour d'assises en raison de la mort d'un jeune à la suite d'une bagarre sur un chantier. Les stalinien ont pris fait et cause pour le jaune contre le syndicaliste Garnier et contre David. Les travailleurs de St-Etienne, en lâchant à près de 2.500 le candidat stalinien, ont répondu : LIBEREZ GARNIER ET DAVID !

En Espagne, Staliniens et réformistes

« nettoient » le mouvement révolutionnaire

Nous reproduisons cet important document extrait de « L'Espagne Nouvelle », numéro 50-51, déjà paru dans divers journaux clandestins prolétariens d'Espagne.

« ... Enfin se trouve résolue la partie la plus importante du nettoyage de notre arrière-garde. A Barcelone, comme dans toute la province correspondante, les rouages de la F.A.I. et de la C.N.T. sont aujourd'hui désarticulés ; leurs éléments les plus dangereux sont morts ou prisonniers. Ce qui est plus important encore, c'est que ceux qui reviennent à la raison sont aujourd'hui convaincus ou, pour le moins, adoucis. Le nettoyage n'est cependant pas encore total. Mais la plus forte résistance étant une fois rompue, il nous sera très facile d'exercer une répression sans violence et sans effort, mais si efficace que sous peu l'œuvre sera achevée. Nous craignons cependant encore que les brigades de ces éléments encore actuellement sur le front n'abandonnent celui-ci pour accourir au secours de leurs organisations. Mais je crois qu'elles n'oseront pas. Ce serait du reste très difficile pour elles d'organiser un tel mouvement. Nous avons d'ailleurs décidé de procéder sur divers fronts à une série d'offensives dans lesquelles nous emploierons d'abord les éléments de la F.A.I. et du C.N.T. comme troupes de premier choc. Nous avons décidé d'autre part de transférer ces éléments dans les secteurs les plus dangereux. De cette façon les factieux nous aideront eux-mêmes à parfaire le nettoyage total, ce dont nous devons encore leur être reconnaissants.

« En suivant cette ligne de conduite, nous faisons, comme tu le sais, plaisir aux trois pays qui nous ont le plus aidés et qui, dernièrement encore, ont exigé de nous cette ligne de conduite. »
(Extrait d'une lettre d'Indalecio Prieto datée du 25 mai 1937, à Valence, et adressée à don Fernando de los Rios, ambassadeur Socialiste à Washington.)

Ce document révèle clairement le plan du réformisme et du stalinisme, pour écraser dans le sang la classe ouvrière et tout le mouvement révolutionnaire.

La C.N.T. et la F.A.I. n'ont pas été « détruites », comme l'affirme cette lettre, avec les armes, mais avec

la trahison, avec l'entrée au Front populaire, en se faisant complices de la contre-révolution qui a laissé le fascisme avancer jusqu'en Catalogne. Mais les milliers de prolétaires anarchistes « incontrôlés », le P.O.U.M., le « trotskysme », l'ensemble du mouvement ouvrier ont été écrasés.

Pour l'antifascisme du Front populaire Negrin-Staline-Azana, le problème fondamental n'est pas « seulement » celui de vaincre le fascisme avec les yeux fermés, sans se rendre compte des dangers de la révolution socialiste, dans la guerre civile en Espagne ; le problème est celui de la défense du régime de la propriété privée. Lorsque celle-ci peut être garantie avec la démocratie du Front populaire, bien ; mais s'il y a des risques, on ouvre la voie au fascisme qui a les mêmes intérêts que la démocratie : la défense de la propriété privée.

Les victoires du fascisme en Espagne sont autant de victoires contre la classe ouvrière, pour « briser » le danger de la révolution prolétarienne, préparées et facilitées par la politique réformiste-démocratique-stalinienne pour sauver le capitalisme.

DERNIÈRE MINUTE

LE mouvement de licenciements déclenché par le patronat et sur lequel nous préparions depuis quelques jours un important reportage vient de prendre des proportions massives.

Par centaines, des travailleurs syndiqués se voient congédiés brusquement. Après les grands magasins, voilà que Hachette suit le mouvement.

Que les travailleurs s'organisent d'urgence pour faire face à cette offensive dont bénéficient les organisations fascistes.

Retenez le prochain numéro de « La Commune » où cette question sera traitée avec tous les développements nécessaires.

Les dangers subsistent

LA tension diplomatique n'a pas dé-cru. Dans tous les secteurs sensibles, Tchecoslovaquie, Espagne, Chine, les événements se déroulent à un rythme accéléré tandis que cherchent à s'échafauder sur la poudrière de faibles et provisoires combinaisons de paix.

**

En Tchecoslovaquie, les élections de dimanche ont montré toute la force du mouvement autonomiste slovaque. Nul doute que son champion, le vieil Hlinka, ne soit en étroite liaison avec Heinlein ; l'action concertée réserve des surprises.

Les derniers votes ont confirmé pour les régions allemandes les résultats précédents et souligné le recul considérable des partis social-démocrate et stalinien au profit d'Heinlein dans ces régions. La politique pleurnicharde, à la remorque de Bénès, de ces deux grands partis, a rejeté beaucoup de prolétaires dégoûtés vers l'expérience trompeuse du national-socialisme.

Les pourparlers entre Sudètes et gouvernement vont commencer, quel sera leur cours ? Il est difficile de se prononcer, mais il n'est pas douteux qu'Hitler ne renonce à aucun de ses projets ; le démembrement de la Tchecoslovaquie sous une forme ou une autre, telle sera la fin de l'histoire si elle n'entraîne pas de guerre mondiale. Les alliés ne manqueront pas à Hitler pour réaliser ses plans ; la Hongrie soutenant Hlinka, la Pologne, la Roumanie même, sans oublier certains clans capitalistes anglais et français. Divers articles du « Times », journal de la Cité donnent sur ces questions la réplique aux discours Flan-din et ce n'est pas par hasard...

En Espagne, l'offensive nationaliste se poursuit. Castellon est tombé malgré une sévère défense. Valence est maintenant menacée. L'armée républicaine n'a cependant pas, malgré son recul, subi de défaite militaire décisive, mais il est vraisemblable que son infériorité en aviation et engins motorisés contribue avec la dictature anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire de Negrin, à sa démoralisation.

Pendant ce temps, Berlin et Rome poussent à fond « l'épreuve de force » vis-à-vis de Paris et Londres. Les bombardements de bateaux anglais et français se succèdent, Londres refuse toute repréaille mais lance un nouvel emprunt de Défense nationale s'élevant à 15 milliards de francs. La politique de Chamberlain continue : gagner du temps pour réarmer, acheter l'armistice en Espagne, jouer l'arbitre entre Rome, Paris, Berlin, tout à la fois, pour continuer l'équilibre européen et dissocier l'axe Berlin-Rome.

Le plus mal placé dans l'affaire est sans conteste l'impérialisme français. La « Stampa », journal fasciste, a justement dit que Paris « boit le calice jusqu'à la lie » et c'est Chamberlain qui tient la coupe. Mais que peut l'impérialisme français divisé (Flan-din-Reynaud) quant aux solutions, ayant perdu ses alliés (Pologne, Yougoslavie) en pleine crise économique et sociale si ce n'est s'accrocher à la Cité ?

Il serait cependant faux de penser qu'aucune réaction n'est possible, l'ordre de mobilisation a été préparé pour la Tchecoslovaquie, il pourra l'être pour la Méditerranée, les Baléares, si les circonstances permettaient de penser que, bon gré mal gré, Londres devrait suivre.

En Chine, le Japon accentue ses efforts : c'est par centaines que ses avions déversent les bombes sur les populations civiles à Canton plus spécialement. Hankin est menacé, les Chinois ont inondé la région, ruinant une vaste contrée ; l'U.R.S.S. garde le silence mais dans cette zone également le feu appelle le feu. Pendant ce temps, Washington étudie la façon d'intervenir dans la situation.

LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE

L'OFFENSIVE fasciste du front de l'Est continue, appuyée par l'aviation qui ne cesse de bombarder les villes ouvertes. Castellon est tombée. Valence se trouve menacée sérieusement. La résistance républicaine s'est manifestée dans tout le secteur de l'Est, mais l'avance des troupes franquistes italo-allemandes ne s'arrête pas.

Un fait important à observer est la résistance des républicains, l'esprit de lutte contre le fascisme des masses antifascistes espagnoles, malgré la politique contre-révolutionnaire du gouvernement Negrin. La classe ouvrière et les paysans ne veulent pas se soumettre au fascisme et espèrent pouvoir résister aujourd'hui pour vaincre demain. Pour vaincre le fascisme sur le terrain militaire, une politique révolutionnaire est nécessaire, pour désorganiser et soulever contre Franco les ouvriers et les paysans soumis à sa dictature.

« Un seul facteur positif, constate « Independent News », pouvait aider à cette démoralisation de l'adversaire sans grand travail de préparation : c'était précisément les conquêtes révolutionnaires des classes ouvrière et paysanne. Elles furent détruites petit à petit pour en arriver aux « 13 points » du gouvernement Negrin-Alvarez del Vayo - C.N.T., qui sont la négation même de tout ce qui fut conquis directement par les masses. »

Et le stalinisme veut « vaincre » le fascisme avec une république qui protège la propriété pri-

vée, avec la soi-disant indépendance et l'unité de tous les Espagnols.

Texte de la résolution de l'Assemblée plénière du C.C. du P.C. espagnol.

Le Comité Central du Parti communiste d'Espagne, réuni les 23, 24 et 25 mai 1938, approuve le rapport soumis à sa discussion par le camarade Dolorès Ibarruri. Il décide, à l'unanimité, que tous les militants de notre parti doivent le considérer comme la ligne de travail à suivre par nos organisations, et adopte la résolution suivante :

« Depuis la dernière assemblée plénière du Comité Central, la situation militaire de la République a considérablement empiré. L'ennemi est parvenu à couper le territoire républicain en deux zones, créant ainsi une situation militaire et politique très grave pour la République.

« Le parti communiste affirme une fois de plus sa position quant au caractère démocratique de la révolution espagnole et condamne les expériences dangereuses, de caractère extrémiste et aventurier, qui ne peuvent que servir à affaiblir le peuple dans la lutte contre le fascisme et à empêcher le renforcement et la consolidation des conquêtes démocratiques. La législation de la République protège la propriété privée.

« Nous montons aussi la garde et menons la lutte contre les bandits trotskystes du P.O.U.M., contre les agents masqués du fascisme. Nous avons reçu de ta lutte inflexible contre la canaille trotskyste, les droitiers, les zinoviévistes, les boukhariniens, assassins et espions au service du Japon et de l'Allemagne, une leçon magnifique pour savoir exterminer les agents du fascisme.

« Au nom de milliers et de milliers d'ouvriers, de soldats, de paysans, de femmes, de héros des tranchées et de la production, te renouvelle son amour, sa reconnaissance la plus vive, son salut bolchévik et l'adhésion inébranlable de tous les communistes qui voient en toi, camarade Staline, le chef le plus aimé, le guide magistral de tous les travailleurs, l'ami le plus fidèle de notre lutte et de notre cause. »

(« Mundo Obrero »,

« La Correspondance Internationale ».)

N'est-il pas prouvé, après deux années d'expérience, que le stalinisme est plus préoccupé d'exterminer le « trotskysme », c'est-à-dire la classe ouvrière et à écraser tout danger de révolution socialiste, que de vaincre le fascisme.

Les causes des défaites ne peuvent pas être recherchées « exclusivement » sur le plan militaire, par le fait que « la république possède moins de matériel que le fascisme ». L'explication fondamentale des défaites militaires de l'antifascisme en Espagne se trouve dans sa politique anti-ouvrière. C'est cette politique qui a ouvert les portes à Franco dans toute l'Espagne.

La guerre victorieuse contre le fascisme-capitalisme doit être menée avec un critère révolutionnaire de classe, autrement on devient complice du fascisme. En cela consiste l'enseignement suprême de l'Espagne, pour le marxisme révolutionnaire internationaliste.



Spaak fraternise avec Franco, Vandervelde tréote. (« La Lutte Ouvrière » belge.)

LA longueur des communications avec l'Indochine ne nous permet de rendre compte qu'aujourd'hui, d'après « La Lutte », organe des bolcheviks-léninistes indochinois, d'un meeting tenu le 1^{er} mai à Saïgon, meeting de front unique des organisations ouvrières, qui réunissait plus de 1.500 travailleurs. Le « Peuple », les socialistes, ainsi que nos camarades bolcheviks-léninistes, en avaient formé le comité d'organisation.

Il fallut déjouer deux provocations : celle du « Tan-Tiên », l'organe stalinien, qui mena durant une semaine une campagne acharnée contre la participation de nos camarades, les traitant de « provocateurs trotskystes », et appelant les ouvriers à les recevoir « à coups de poing américains » ; — celle de la police, qui établit bien avant l'heure du meeting un barrage devant la porte, refoulant systématiquement tous les jeunes ouvriers, ainsi que la plupart des femmes, et déclarant, dès sept heures et demie, la salle pleine, afin de n'y plus laisser pénétrer personne.

Notre camarade Ta-Thu-Thâu, emprisonné, est, de la salle, proposé président d'honneur, et les protestations furieuses des staliens se heurtent aux acclamations. Le camarade Truong, bolchevik-léniniste, ancien gérant du « Militant », et marchand de journaux, est proposé comme l'un des deux assesseurs. Mais la proposition du B.-L. Hum comme traducteur provoque de telles voci-

férations staliniennes qu'elle est retirée à titre d'apaisement.

Huong, bolchevik-léniniste, ouvrier de l'arsenal, licencié à la suite d'une grève, prend la parole le premier, rappelant le nom de nos camarades emprisonnés, Thâu, Tao, Ninh, Mai, et précise que le 1^{er} mai ne doit pas être le jour de fête prévu par les réformistes, mais une journée de regroupement en vue de la lutte : lutte contre les gros propriétaires terriens, contre les fascistes et les capitalistes, contre la guerre impérialiste, contre l'Union sacrée. Huong rappelle les nombreuses grèves de l'année écoulée ; il dénonce le sabotage par le patronat, ainsi que par les gros fonctionnaires indigènes, des maigres lois sociales promulguées par le décret du 30 décembre 1936, instaurant le repos hebdomadaire, sans cesse encore violé jusque dans les administrations publiques de province. — Sait-on que dans les bureaux de poste de province, gérés par des receveurs indigènes, le personnel, en nombre moitié moins grand, afin de pouvoir assurer le service, n'a que deux jours de congé par mois ; — Huong dénonce aussi la misère du salaire minimum fixé par le Gouvernement et qui est une insulte aux masses. Il réclame la lutte pour l'amnistie politique, la liberté d'association, de réunion, de presse ; pour la liberté de voyage, qui n'existe pas encore pour les ouvriers indigènes ; le droit syndical, le droit de grève, et enfin les

Le 1^{er} Mai en Indochine



Un meeting

LA DECOMPOSITION DU REGIME STALINIEN EN U. R. S. S.

L'épuration du guépéou

NOUS publions ci-après la traduction d'un article paru dans le journal des mencheviks. Cet article a été rédigé par un ouvrier italien qui se rendit comme communiste en U.R.S.S. et y vécut parmi les ouvriers.

Cette semaine, de nouvelles charrettes sont annoncées : le maréchal Boudienney, des diplomates ; enfin, au cours de ces trois derniers mois, le Guépéou a été « épuré » de fond en comble. Ont disparu :

Zakovski, vice-commissaire à l'Intérieur depuis novembre 1937 ; Berman, commissaire à l'Intérieur de la Russie blanche ; Leplevski, commissaire à l'Intérieur pour l'Ukraine ; également les commissaires à l'Intérieur de six républiques et de treize territoires ou régions.

Le 26 octobre 1935, les journaux publiaient les décorations de 20 hauts fonctionnaires du Guépéou. **TROIS SEULEMENT RESTENT EN POSTE.** Que sont devenus les 17 autres ?

Un, Jagoda, a été fusillé.

Sept autres ont été dénoncés comme ennemis du peuple : Agranov et Prokoviev, Balitsky, vice-commissaires ; Gay, chef de la section des affaires étrangères spéciales ; Moltchanov, chef de la section secrète et politique ; Mironov, chef de la section économique ; Pauker, chef de la section « opérative » (arrestations) ; Chanine, chef de la section des transports.

Un est mort : Sloutski, chef de la section étrangère (celui qui raconta comment Mratchkovsky fit des « aveux »).

Six autres ont disparu.

Autrefois, « le Populaire » publiait une rubrique « la crise russe » ; elle a disparu car il est des questions qu'il n'est pas permis d'aborder à ces messieurs. « L'Humanité » n'accorde plus à l'U.R.S.S. qu'une place minuscule.

Ce n'est pas pour étaler simplement la décomposition du régime stalinien que nous publions ces faits, c'est pour prévenir les travailleurs des explosions qui se préparent en U.R.S.S. et pour les appeler à aider les travailleurs soviétiques à se libérer, à défendre la Révolution russe qui n'est pas encore écrasée.

Des abonnements !

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)	
3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	30 Fr.
ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)	
1 an	30 Fr.

a Saïgon



contrats collectifs, la semaine de 40 heures, les 15 jours de congé payé par an ; la suppression des impôts qui écrasent les prolétaires et les paysans pauvres, et réclame, enfin, un Front ouvrier et paysan.

Un orateur stalinien, Chuâ, lui succède et, après un salut à ses « compatriotes », développe la nécessité de la confiance dans le Front populaire. Des cris « A bas le Front populaire » déclenchent une courte bagarre. Chuâ reconnaît que les réalisations du Front populaire sont encore dérisoires, mais revient à la nécessité de la confiance dans le F.P. et termine aux cris de « Vivent les libertés démocratiques, vive le front démocratique contre le fascisme et la guerre ! »

Notre camarade Vo Huu Binh prend alors la parole et s'élève contre le contrôle des discours imposé par le comité d'organisation du meeting. Des cris « Liberté d'expression ! » l'accompagnent de la salle. Mais les staliniens lui font couper la parole et c'est au tour de l'ouvrier Hô de combattre l'insuffisante réglementation du travail et de proposer les revendications suivantes : application intégrale des lois sociales, échelle mobile, contrôle du débauchage, extension des lois ouvrières aux travailleurs agricoles, droit syndical.

Puis, Nguyen Van Loc expose la détresse des travailleurs de la campagne, des petits paysans pauvres ; mais il reprend le mot d'ordre du « Peu-

POUR les mineurs qui travaillent au fond, la journée de travail est de 6 heures.

Mais il s'agit de 6 heures de travail ininterrompu au fond de la mine. L'ouvrier devait avoir sa lampe prête, calculer le temps pour arriver à pied d'œuvre, et exécuter la norme.

Au chantier où je travaillai ensuite, la journée normale était de sept heures. Mais là, comme dans la mine, il nous arrivait de faire des heures supplémentaires, souvent de travailler sans relâche dans deux équipes successives.

Officiellement, les heures supplémentaires étaient facultatives, mais en réalité, les ouvriers étaient contraints par leur salaire misérable de chercher un gain supplémentaire.

Le travail était épuisant. Non pas que la norme fût trop élevée ; ce que l'on écrit à l'étranger sur les normes stakhanovistes est une pure absurdité. Mais

le travail épuise surtout les ouvriers russes parce que leur nourriture est insuffisante et l'outillage défectueux. Pour arriver à un résultat moyen, il fallait dépenser beaucoup de forces. Moi, par exemple, en Europe, j'étais considéré comme un ouvrier moyen. En U.R.S.S., j'étais un ouvrier de choc, — un oudarnik — l'un des meilleurs. Mais jamais en Europe, même dans les mines du Limbourg belge, bien connues pour leur rythme accéléré de travail, je ne suis arrivé à un tel état d'épuisement que dans les mines russes.

L'Administration nous donnait à chacun un morceau de savon par mois. Inutile de dire que, dans de pareilles conditions, nous seuls, ouvriers spécialistes étrangers, pouvions nous permettre de laver de temps en temps nos effets de travail. Les ouvriers russes n'en changeaient pas six mois durant, jusqu'à ce qu'ils se déchirassent sur eux.

Il y avait parfois des bains sur les lieux du travail, mais ils ne fonctionnaient pas toujours, de sorte qu'il fallait aller aux bains publics, qui coûtaient 50 kopeks (la moitié d'un rouble). Les ouvriers n'interrompaient jamais leur travail pour un casse-croûte, comme nous en avons l'habitude. D'ailleurs, qu'auraient-ils mangé ?

Dans la mine où nous travaillions, nous n'avions que des lampes à acétylène, et la ventilation n'était pas bien assurée.

Pas assez de connaissances techniques chez les jeunes ingénieurs. Le pourcentage d'accidents était terriblement élevé. Dans la mine où j'étais, il y eut, en dix mois, quarante accidents mortels pour 1.000 hommes.

Ce qui nous stupéfiait, c'était que, dans les endroits les plus humides, les ouvriers en recevaient ni bottes, ni vêtements imperméables, ni de supplément de salaire pour des travaux exécutés avec de l'eau jusqu'aux genoux.

Les questions sanitaires, par contre, témoignaient d'une volonté d'amélioration. Les hôpitaux étaient très bien installés, le personnel infirmier bien formé, consciencieux et dévoué. J'ai vu des ambulances circuler au fond de la mine. Malheureusement, les malades n'avaient pas une assez bonne nourriture et on manquait de médicaments. Pour ce qui est des secours aux malades et aux accidentés, seuls les ouvriers de choc continuaient de toucher leur salaire intégral ; les ouvriers ordinaires, membres du syndicat, touchaient à 75 % ; les ouvriers non syndiqués à 50 % seulement. (Cette catégorie est encore très nombreuse en U.R.S.S.)

On peut s'imaginer, étant donné le rapport existant entre les salaires et le coût de la vie, de quelle manière peuvent vivre les malades et les accidentés.

Mais la page la plus triste de la vie ouvrière russe, c'est celle des femmes, surtout des femmes travaillant dans les mines.

Pendant la saison des travaux des champs, surtout pendant la moisson, beaucoup d'hommes quittent la mine. Et alors commence une dure vie pour les femmes qui les remplacent. Légèrement, on ne peut les y employer qu'à des travaux faciles. Mais la majorité d'entre elles s'adonnent à toutes les catégories de travaux. Elles gagnent de 75 à 110 roubles. Vêtues seulement d'une robe sale, sans linge — le linge coûte trop cher — les cheveux en désordre, couvertes de poussière de charbon, c'est un misérable troupeau aux ordres des contremaîtres et des ouvriers masculins.

C'est un mensonge qu'elles aient la possibilité d'allaiter leurs bébés. Jamais je n'ai vu cela.

Lors de la construction du métro à Moscou, en 1935-1937, ce sont surtout les femmes qui accomplissaient les travaux les plus lourds, comme de transporter les briques et les sacs de ciment.

J'ai connu trois ouvrières qui ne possédaient qu'une seule chemise à elles trois, qu'elles mettaient à tour de rôle pour sortir. Je me rappelle avec quels yeux de chien battu l'une de ces trois femmes, qui, depuis, est devenue ma femme, me regardait manger le pain blanc auquel j'avais droit comme spécialiste étranger.

Est-il possible que les ouvriers ne se soient jamais révoltés contre cela ? vous demandez-vous. Certes, il n'y a jamais de grèves ; le moindre mécontentement est taxé de sabotage et finit par la déportation. Mais le sourd mécontentement est sans fin. Nous autres, spécialistes étrangers, avons fait une fois une grève de quelques heures, pour un conflit portant sur les salaires. Les ouvriers russes qui travaillaient avec nous étaient heureux de pouvoir diminuer le rythme de leur travail. Mais personne d'entre eux ne s'est joint à nous. Nous avons obtenu les revendications de notre grève, mais il ne faut pas oublier que nous étions étrangers et, de plus, membres du Parti.

Voilà comment le mécontentement et la résistance des ouvriers se manifestent : on trouve un jour un contremaître tué dans un fossé. Dans le métro, des blocs de marbre sont trouvés arrachés. Il s'agit toujours là d'actes de vengeance et non pas de sabotage organisé. La résistance des ouvriers prendra-t-elle un jour une forme organisée ? C'est ce que je ne suis pas en état de dire.

La "Vérité"

Le numéro 2 de « LA VERITE » est paru. Nous en rappelons le sommaire :

Il sera en vente dans les kiosques à partir de samedi. Les groupes de province l'ont reçu. Les camarades qui le désirent peuvent passer le prendre au Siège (Permanence : 36, rue du Château-d'Eau, de 19 à 20 h.).

Le numéro 2 est particulièrement, comme on le voit par le sommaire, réservé aux questions internationales.

Les militants de toutes les organisations d'avant-garde se feront un devoir de connaître, en le lisant, la documentation importante que « LA VERITE » contient.

Editorial : Devant un parti centriste, nouvel obstacle à la IV^e Internationale.

Jeanne Martin : Léon.

L. Trotsky : Léon Sedoff. Le fils, l'ami, le militant. Marc Laurent : L'impérialisme japonais.

L. Trotsky : Le bilan du procès de Moscou.

Emiliano Vigo : Espagne, mai 1936 - janvier 1938.

COMMISSION DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE DU P.C.I. :

- Un monument stalinien : « Espionnage en pagne ».
- Projet de thèse sur le Mexique.
- Les bolcheviks-léninistes chinois devant le problème de la guerre.
- Le R.S.A.P. (de Hollande) et le Secrétariat International pour la IV^e Internationale.
- Etats-Unis : La formation du Socialist Workers Party.
- Réponse de L. Trotsky à la question de la Commission d'enquête sur le procès de Moscou : « Que feriez-vous en cas de guerre ? »

BATIE LE PARTI.

Morgat : Coups d'œil sur quelques revues. HISTOIRE ET DOCTRINE :

L. Trotsky : 90 années de « Manifeste Communiste ».

ple » et affirme l'adhésion de la paysannerie au Front démocratique pour réclamer les libertés démocratiques et des réformes urgentes.

Enfin, Cui, chauffeur, après avoir réclamé la libération de Thâu, Tao, Mai, Ninh, Nguyen et de tous les détenus politiques, lance le mot d'ordre du Front unique ouvrier et paysan et de la grève générale.

Le meeting est levé, à la lecture par notre camarade Truong, assesseur, d'une motion demandant l'application des lois sociales, la liberté syndicale intégrale, l'amnistie politique et l'unité d'action prolétarienne.

Ajoutons qu'un peu partout dans la province indochinoise, de multiples incidents, renvois d'ouvriers ayant distribué des tracts, ou même renvois, dès le 30 avril, sans motifs, d'ouvriers connus comme militants, marquèrent cette journée. Par contre, à Dakao, une courte grève de maçons atteignit son but revendicatif.

Quand on sait la répression féroce dont les révolutionnaires sont l'objet en Indochine, et qu'ils y sont les misérables conditions de vie et de travail des prolétaires, on peut prendre exemple sur le courage de ceux d'entre eux qui, dans cette colonie, pris entre la démolition stalinienne et la provocation nopolicière, luttent ouvertement pour des mots d'ordre révolutionnaires.

De juin 1936 au conflit de la Monnaie

UICI deux ans, six millions de travailleurs en France faisaient grève, occupaient les entreprises, faisaient lâcher au patronat des positions importantes. Les 40 heures étaient enlevées.

Au premier anniversaire des journées de juin 36, l'Union des Syndicats de la Seine organisait un meeting. Au second anniversaire, il n'y eut rien, rien et rien. Pas un meeting. Pas un seul article dans la presse dite ouvrière. Pas un mot pour célébrer une date importante, pas un mot pour en tirer les leçons.

Et pour cause. Juin 36, les ouvriers firent la grève générale et l'occupation des usines malgré les dirigeants. Ceux-ci n'intervinrent que pour freiner et arrêter le mouvement. Ceux-ci, depuis deux ans, ont aidé la bourgeoisie à reprendre le terrain qu'elle avait perdu. Aussi n'ont-ils pas voulu rappeler, en ces jours où le capital est de plus en plus arrogant, les heures où la force ouvrière se manifestait toute puissante.

Deux ans après juin 36, les travailleurs de la Monnaie font grève. Ils ne veulent pas faire plus de 40 heures, ils veulent que le surcroît de travail soit accompli par ceux qui souffrent du chômage. Ils ont débrayé et occupé l'entreprise, une entreprise d'Etat ! Aussitôt, le Gouvernement intervient, envoie la police pour faire évacuer, menace ceux qui ne reprendront pas le travail dans les quarante-huit heures d'être renvoyés.

Que fait le syndicat, que fait la C.G.T. ? Ils capitulent, ils engagent les ouvriers à céder et à reprendre le travail. Deux ans après juin 36, ils n'ont pas voulu rappeler la grande bataille où la classe ouvrière mettait en cause la propriété, le système capitaliste.

L'opposition grandit contre cette politique de veulerie et de capitulation.

Dans le domaine syndical, un pas important a été réalisé dimanche 5 juin par la Conférence convoquée par l'« Ecole Emancipée ». En dehors des bolcheviks-léninistes, personne n'a parlé de cette conférence. Rien dans « La Révolution Proletarienne », rien dans « Le Libérateur », à plus forte raison rien dans « Syndicats ». Les colonnes étaient consacrées à la conférence du « Centre syndical contre la guerre », cette conférence qui prétend lutter contre la guerre sans lutter contre la politique du Bureau confédéral ! Nous en parlerons par ailleurs largement ; ici, il nous suffit de dénoncer cette conférence et l'organisation résultante comme des tentatives d'opposition de Sa Majesté Jouhaux, comme des combinaisons qui, — malgré bien des braves militants qui y sont, mais par quelques malins qui mènent la danse, — servent Jouhaux et, par lui, l'impérialisme français.

Deux ans après juin 36, c'est une conférence sans bruit de minorités révolutionnaires qui s'est réunie. Des miracles, il n'y a pas à en attendre. Les participants se connaissent bien, se combattent aussi bien sur divers plans ; ils tentent de s'entendre sur quelques points. C'est la première fois depuis longtemps qu'une telle tentative est engagée. Y participer, l'aider, la renforcer, c'est le premier devoir de chaque militant révolutionnaire.

Deux ans après juin 36, c'est une des meilleures façons de célébrer cette bataille mémorable en en préparant de nouvelles.

Nous avons reçu de différents côtés des demandes de renseignements pour l'adhésion à l'opposition créée à la Conférence des minorités syndicales, dont nous avons rendu compte dans notre précédent numéro.

L'appel que nous avons publié, signé par la Conférence des minorités syndicales réunies le 5 juin 1938, comporte les indications suivantes qui nous manquaient lors de la confection de notre précédent numéro :

Pour renseignements et adhésions, ainsi que pour le soutien de l'opposition créée, s'adresser aux

AMIS DE L'ECOLE EMANCIPEE
19 a, rue Francis de Pressensé, Marseille, ou au

CERCLE LUTTE DE CLASSES
8, rue Legouvé, Paris (10^e).

Nous appelons tous nos amis et lecteurs à se joindre à l'opposition syndicale créée et à faire autour d'eux l'action pour la développer.

Un pas en avant chez les calicots

UNE assemblée des délégués des grands magasins était réunie le vendredi 10 juin pour entendre les responsables faire un compte rendu de leur activité.

Une des conséquences visibles de la désorientation chez ceux qui sont les cadres syndicaux dans leurs entreprises, c'est le nombre relativement restreint des auditeurs, alors que l'offensive patronale atteint son plus haut degré.

Après le compte rendu d'usage sur la méchanceté patronale et l'attitude des patrons dans les différentes entrevues au ministère, le permanent de la Nouveauté renouvela ses affirmations courantes que les employés ne toléreront pas, ne céderont pas quoi que ce soit de leur pain, etc... Mais aucune proposition pratique de résistance.

Ce fut le délégué d'un grand magasin qui dénonça que tant que nous serions en régime capitaliste, la lutte contre le patronat ne cesserait pas. Il démontra que les capitulations incessantes de la C.G.T. dans les problèmes essentiels nous amènerait à cette situation ; il préconisa, aux applaudissements de l'assistance, l'organisation effective de la grève générale par l'occupation des entreprises, seul moyen de briser l'offensive patronale et il déposa la motion suivante :

L'assemblée des délégués des magasins, prix uniques et abonnements, après un débat sur les récentes propositions patronales ;

Affirme qu'elle ne peut en aucun cas revenir sur les avantages acquis.

Devant ces prétentions patronales qui mettent en cause des avantages qui intéressent l'ensemble de la classe ouvrière, l'assemblée affirme que la résistance ne peut être organisée que sur une échelle plus large allant jusqu'à la grève générale ;

Donne le mandat à la Chambre syndicale des Employés d'intervenir auprès de l'Union des Syndicats et du Bureau Confédéral pour l'organisation et la préparation effective d'un tel mouvement.

LORSQUE parut le manifeste initial de création du « Centre Syndical d'action contre la guerre », nous avons indiqué que c'était là un organisme sans valeur pratique pour la cause de la révolution prolétarienne, qu'il pourrait peut-être soulager momentanément les remords de militants confus, mais qu'il ferait l'affaire d'une catégorie de politiciens du plus triste acabit, les politiciens syndicaux.

Samedi 4 et dimanche 5 juin, ce Centre a tenu une conférence à Paris, à laquelle participèrent environ 150 personnes. Tandis que la conférence convoquée par « l'Ecole Emancipée » connaît l'étouffement par le silence, au contraire, la conférence du « Centre Syndical » a été annoncée et signalée dans la presse hebdomadaire.

Il est vrai que, pour savoir ce qui a été dit à cette Conférence, il ne faut pas lire « Syndicats » qui défend la « démocratie syndicale » contre le stalinisme, mais qui, dans le compte rendu qui lui a été adressé, a fait des coupures :

« Nous avons aussi écarté de ce compte rendu toute critique de l'action du Bureau confédéral, de la F.S.I. et du journal « le Peuple ».

« Nous sommes avant tout soucieux d'assurer à « Syndicats » la libre expression des

LE COIN D

Fort de l'expérience de Juin 1936, qui a arraché les réformes dont nous bénéficions et que le patronat s'efforce de nous arracher morceaux par morceaux ;

Demande que cette lutte soit engagée pour :

L'abolition du secret commercial ;

Le contrôle syndical de l'embauchage et du congédiement ;

Le maintien absolu des 40 heures par les 5/8.

L'échelle mobile des salaires.

Cette intervention fut soutenue par d'autres délégués qui intervinrent ensuite.

Des stalinien, à court d'arguments, tentèrent de faire croire que tant que les employés n'auraient pas la force de faire grève eux-mêmes, la grève générale ne serait pas possible.

L'un d'entre eux qui n'a probablement pas assimilé « la souplesse » de la ligne, lâcha son sac en affirmant que ce ne sont pas les métallos qui occuperont les magasins. A la plus grande stupefaction de l'auditoire qui se demandait ce que cela voulait dire.

Gazier, secrétaire général, tout en se déclarant d'accord avec la motion déposée, et après avoir rejeté, au nom de la paix et du bloc des démocrates, une proposition de mouvement lors de la venue à Paris des souverains anglais, présenta à son tour une motion qui, tout en ayant une forme très gauche, vidait de son contenu la première motion remise qui donnait mandat à la Chambre syndicale des Employés d'intervenir auprès de l'Union des Syndicats et du Bureau Confédéral pour l'organisation et la préparation effective de la grève générale pour l'abolition du Secret commercial le contrôle de l'embauchage et du licenciement, l'échelle mobile et le maintien des 40 heures par les 5/8.

Malgré la manœuvre gauchiste, les camarades restèrent sur leurs positions. Et il fallut se prononcer sur deux textes, ce qui avait autrement de valeur que ces unanimités pour ne rien faire.

La motion Gazier recueillit la majorité, mais l'autre motion fut approuvée par une vingtaine de délégués présents, soit environ le dixième de la salle.

Petit nombre ? Ce fait est d'importance. Il est le signe qu'une minorité de camarades voit plus clair, commence à réaliser la capitulation de la C.G.T.

Ce geste ne doit pas être sans lendemain. Les minoritaires doivent se grouper et organiser une opposition syndicale cohérente contre la bureaucratie confédérale. Seul le retour à la tactique de lutte de classes permettra de redresser le mouvement syndical et de résister efficacement à l'offensive patronale.



L'opposition de sa
**La conférence du
d'action contre**

nuances de pensées intérieures au mouvement syndical, mais on comprendra que nous ne puissions nous laisser entraîner dans des polémiques qui ne correspondraient pas à la ligne de conduite que nous nous sommes tracée.

Il fallait mentionner ces paroles, car à la direction de « Syndicats », on trouve quelques-uns des animateurs du « Centre syndical d'action contre la guerre ». Il faudra les rappeler pour les braves bougres qui viennent inévitablement à des conférences de ce genre avec l'espoir qu'il en sortira quelque chose d'utile contre la bonzocratie syndicale.

On ne voit pas l'utilité pour les militants révolutionnaires d'aller dans des réunions de ce genre où il n'y a presque personne à gagner et où on ne décide rien. La philosophie de ces conférences a été définie par l'un de ses participants :

« L'attitude qu'on prend pour agir n'est pas forcément la même que celle que l'on prend pour juger. »

Le point de vue essentiel qui l'emporte, avec l'appui du « syndicaliste pur » Chambelland, de l'« anarcho-syndicaliste » non moins pur « Chazoff », c'est qu'il ne faut pas construire une tendance opposée à toute la politique confédérale, il

U PROLO

Amicales socialistes et fonds secrets

Les amicales socialistes sont, en ce qui concerne leurs cadres, restées aux mains de Paul Faure. Organisées et dirigées par Desphelippon, Prieur et Cie, elles ont été créées, au moment du premier gouvernement Blum, non pour stimuler la lutte de classes, mais pour la freiner et pour battre en brèche l'influence stalinienne.

Nous ne mettons pas en cause la bonne foi des ouvriers qui y ont adhéré ; c'est la fonction de ces organisations qui mérite qu'on s'y arrête.

La G.R. exclue — aujourd'hui le P.S.O.P. — déclare, sous la plume de Pivert, qu'elle pourra enfin s'exprimer librement sur un certain nombre de sujets. Est-il vrai, demandons-nous, comme de nombreux camarades du P.S.O.P. le disent, que les Amicales ont vécu avec les fonds secrets ? S'il en est ainsi, il faut le dire bien haut, aucun ouvrier n'acceptant d'être, dans ces conditions, l'instrument de Blum et Paul Faure.

On pourrait aussi poser la question à la direction du Parti socialiste ? Personne n'attend d'elle une réponse sincère.

Libertaires de 1938

Dans « le Libertaire » du 9 juin, Frémont parle du Congrès de Royan. On peut lire sous sa plume les phrases suivantes :

« Il semble même que, sans certaines maladrotes de certains éléments de la G.R., par trop partisans de la scission, l'exclusion n'aurait pas eu lieu.

« Sans vouloir rentrer dans les discussions intérieures d'un parti, nous pouvons dire qu'il aurait été préférable, pour le développement de la G.R. et pour son influence sur les masses ouvrières, qu'elle reste au sein de la S.F.I.O. »

Est-il besoin de commenter ? Au « Libertaire » on dénonce à juste titre Thorez brandissant le drapeau tricolore. Mais ça vaut bien un anar dénonçant les maladrotes de ceux qu'à l'occasion il traitera de politiciens.

Si, après cela, nous dénonçons le faux révolutionnarisme de la direction du « Libertaire », ses compromissions avec les loges franc-maçonniques et les bourgeois de gauche, il ne restera plus à Frémont qu'à parler « sans maladrotes » de Cronstadt. L'Union anarchiste en France a ses Garcia Oliver et ses Federica Montseny, mais l'U.A. ce n'est pas la C.N.T. Les bourgeois de France n'auront pas besoin de donner des portefeuilles à Frémont.

majesté Jouhaux

centre syndical la guerre



s'agit d'une entente de militants syndicaux, partisans ou non du Bureau confédéral présent, mais qui voudraient que Jouhaux et « le Peuple » soient moins bruyamment jusqu'aboutistes.

Dans la résolution comme dans le manifeste adopté, il n'est pas question de la lutte pour les revendications, de cette lutte comme moyen de s'opposer à la guerre ou de la saboter. Après cela, s'étonnera-t-on que nous qualifions les Chambelland et les Chazoff d'opposants de sa majesté Jouhaux, que nous les accusions de servir beaucoup mieux le Bureau confédéral qu'en étant dans la majorité ?

Toute la confusion accumulée depuis des années a été recueillie dans les documents du « Centre syndical d'action contre la guerre ».

En dépit du régime capitaliste, « la guerre n'est pas fatale », car « à tous les problèmes internationaux on peut trouver une solution raisonnable ».

Et le centre a de ces « solutions raisonnables ». En voulez-vous ?

Il faut reprendre les propositions de désarmement, et d'un ;

il faut demander la révision du traité de Versailles, et de deux ;

Il faut une répartition judicieuse des matières

De la motion Bertin aux portraits de Frachon et Jouhaux

On sait que les P.T.T. à Vichy votèrent en majorité une motion présentée par Bertin, que ce vote fut salué comme une victoire du syndicalisme révolutionnaire par « la Révolution prolétarienne », « le Libertaire » et « Juin 36 ». Nous avons dénoncé l'équivoque de cette résolution et l'inconsistance de cette majorité d'un instant.

Dans l'équivoque, les stalinien sont à leur aise pour ajouter à la confusion et appeler tout le monde « trotskyste ». Bertin, dans une lettre à « la Bataille des P.T.T. », organe stalinien de cette corporation, s'en défend vivement, mais il ne fait que se défendre, notamment d'avoir voulu donner l'Alsace-Lorraine à Hitler !

Bertin est aussi secrétaire de l'U.D. de Savoie ; à ce titre il a écrit à Jouhaux pour se plaindre des manœuvres du « Centre (stalinien) de diffusion du livre et de la presse (stalinienne) » qui fait de la réclame pour les brochures de Frachon et Racamond et qui propose aux syndicats de décorer leurs locaux avec les portraits de « Frachon, Jouhaux et Racamond ». Bertin proteste contre la violation de l'ordre hiérarchique : Jouhaux devait passer avant Frachon.

Et voilà à quoi aboutit la résolution de Vichy : l'effigie en carton rigide de Jouhaux serait-elle mieux placée que celle de Frachon ? Le carton est rigide, mais la résolution de Vichy a de ces souplesses...

Le meeting du S. I. A.

pour le droit d'asile

VENDREDI dernier, le meeting du S.I.A. pour protester contre les décrets-lois visant les étrangers a réuni une masse importante.

Nous avons déjà, dans notre précédent numéro, pris position à l'égard de ce meeting. Défendre les travailleurs dits étrangers, nous en sommes ; dans la mesure de nos forces, nous l'avons déjà fait et le ferons encore. Soutenir une campagne publique contre le décret-loi Sarraut, nous sommes d'accord pour le faire, mais ce n'est pas défendre le droit d'asile que de s'associer à des Caporalli, dont le rôle dans l'émigration est rejoint aujourd'hui par les stalinien.

En outre, à ce meeting, la plupart des orateurs, après des phrases plus ou moins éloquentes et abstraites, sur le droit d'asile, ont, tel Moro-Giafferi, demandé uniquement des modifications au « statut des étrangers », non sa suppression.

Le Congrès de Royan, lui aussi, a demandé un statut des étrangers « plus humain ». On sait ce que cela veut dire. Par exemple, Moro-Giafferi serait satisfait si l'étranger expulsé, au lieu de ne pouvoir se défendre que devant un fonctionnaire de l'Intérieur, avait la possibilité de passer devant un tribunal, assisté d'un avocat... Qui a assisté une seule fois à une audience correctionnelle, est fixé sur ce qu'un ouvrier étranger peut attendre d'un magistrat.

La défense des travailleurs dits étrangers, c'est par l'appel à la solidarité de classe aux travailleurs français, par la lutte commune des travailleurs de toutes nationalités contre leurs exploités qu'elle pourra être menée résolument. Le meeting du S.I.A. de vendredi n'a pas servi la cause des prolétaires immigrés en France.

premières et des richesses mondiales nécessaires à la vie, et de trois.

Par « répartition judicieuse », surtout, n'allez pas croire qu'il s'agit pour les prolétaires de reprendre aux capitalistes les richesses volées par ceux-ci.

Toute cette accumulation des sottises pondues depuis des années est couronnée par ceci :

« La conférence déclare que tous les membres du Comité doivent prendre l'engagement de ne pas faire prévaloir leurs conceptions idéologiques propres, mais tendre tous leurs efforts pour la lutte contre la guerre et contre l'union sacrée. »

Vous pensez que la guerre a pour cause les antagonismes capitalistes ; laissez de côté cette conception idéologique propre ; si vous êtes embarrassés ensuite pour lutter contre la guerre, on vous l'a dit : on juge d'une façon, et l'on agit d'une autre.

Quant à nous, nous prendrons l'engagement de développer plus que jamais nos conceptions idéologiques pour dénoncer ce « Centre » qui n'est qu'une manœuvre de plus des politiciens syndicaux à la Dumoulin, Chambelland et autres pour torpiller les oppositions à la politique du Bureau confédéral.

ON NOUS ÉCRIT :

Rueil-Malmaison

La Section socialiste de Rueil-Malmaison est, paraît-il, entièrement solidaire de Marceau Pivert et du P.S.O.P. Elle possède un journal local intitulé « Germinal » complètement sous son contrôle.

Or, il faut lire le dernier numéro de ce journal pour avoir un aperçu de ce que peut être leur confusion politique. Il n'y a absolument rien, aucune ligne, sur le Congrès de Royan et sur les débats qui précéderont la création du P.S.O.P.

Rien, sauf, en manchette, une superbe citation de Blum sur « l'honnêteté » d'un socialiste.

Il est vrai que nous sommes en pleine campagne électorale pour le remplacement du Conseil municipal et que ce n'est guère le moment d'agiter ces problèmes. Il est de beaucoup préférable d'aller chercher le pro-stalinien H. Sellier pour tenir les réunions.

Mais, s'ils ne parlent de rien, leurs adversaires, eux, s'en chargent, les mettant au pied du mur, désorientant ainsi les militants dans les réunions publiques et sur les affiches.

Il faut vous décider, Camarades. Ou vous voulez aller de l'avant et alors n'hésitez pas. Ceux qui ne voteront pas pour vous aujourd'hui, vous les perdrez n'importe comment, mais vous gagnerez les voix de nombreux ouvriers révolutionnaires. Si vous ne bougez pas, vous feriez le jeu de la bourgeoisie en acceptant l'Union nationale que vous condamniez pourtant il y a encore quelque temps.

Un Lecteur Rueillois.

Afrique du Nord

Un camarade habitant l'Afrique du Nord nous écrit :

Chers Camarades,

Je m'excuse d'avoir tant tardé à vous répondre. La raison en est qu'il m'est difficile, par manque de liaison dans les syndicats et dans les partis, du fait que je ne connais pas l'arabe, par manque de pratique de militant, de vous envoyer des informations précises et intéressantes. Mais, prenant exemple sur votre effort si méritoire, chers Camarades, je tâcherai d'apporter ma contribution, si modeste soit-elle, pour que vive « la Commune » et qu'elle devienne le quotidien pour la IV^e Internationale.

Par ailleurs, j'ai fait lire plusieurs numéros du journal à un gars des ateliers Renault et ça l'a intéressé. Il approuve certaines de nos positions (notamment pour le statut du travail), bien qu'il ait été jusqu'ici stalinien.

Je vais continuer ce travail et je pense lui faire prendre un abonnement à « la Commune ».

Je vous tiendrai au courant.

Un membre du P. C.

On nous écrit :

Camarades,

Lecteur assidu de « la Commune », je ne peux m'empêcher de vous crier mon indignation pour certains termes du chapeau de l'article « le P.C. perd ses troupes », paru dans votre numéro du 10 juin.

Vous écrivez que « le P.C. bat le rappel de ses « cellulards » !

Qu'est-ce que ce langage pour des « communistes internationalistes » ?

Et puis vous dites que les cellules se vident d'éléments qui sont entrés avec le drapeau tricolore ! Où avez-vous vu cela ? Elles se vident surtout de révolutionnaires dégoûtés de leur politique réformiste. C'est justement le drapeau tricolore du P.C. et la « France aux Français » de Thorez qui me faisaient me rapprocher de vous.

Je vous demande d'avoir le courage de publier cette lettre et j'aimerais voir votre réponse.

Vivent les cellules du P.C. !

Un cellulard fier de l'être (Gagny).

•••

Nous publions volontiers la lettre de ce Camarade que l'expression malheureuse de « cellulard » fait crier d'indignation. Mais qu'il tente donc d'écrire à Thorez et à « l'Humanité » sur le drapeau tricolore et « la France aux Français », et il verra ce qui lui en cuira. Tu te fâches pour un mot. Mais comment peux-tu subir une politique aussi infecte ?

Les élections des délégués chez Citroën et le prochain congrès de la métallurgie parisienne

Il n'y a pas beaucoup d'agitation en ce moment dans les usines métallurgiques de la région parisienne. La défaite du mois de mai, la venue des vacances pèsent incontestablement. Cependant, le calme ne veut pas dire la mort politique. On a voté ou on vote pour élire les délégués ; enfin un Congrès du Syndicat se tiendra les 2 et 3 juillet, préparatoire d'un Congrès de la Fédération des Métaux.

On a voté pour les délégués et presque partout ce sont les délégués cégétistes qui l'ont emporté. On aurait cependant tout à fait tort de négliger les voix et les élus des S.P.F.

Là où le vote a eu le plus d'importance, pour de multiples raisons, c'est dans les usines Citroën.

Citroën, c'est la boîte qui s'est trouvée au début de la grève, c'est la boîte où la grève a duré près d'un mois. Citroën, c'est là où le patron Michelin-le-Cagouillard a essayé systématiquement de créer un Syndicat-maison, « l'Union corporative Citroën ». Citroën, c'est aussi la grande boîte où des oppositions ont pu se manifester, dans le Syndicat, plus aisément que chez Kenaut, en raison de la division des usines sur différents points de la région parisienne.

Chez Citroën, du moins dans quelques usines ou dans quelques services, l'élection des délégués s'est élevée à un plan plus élevé que celui de candidat du syndicat contre candidat du patron et de la jaunie. Il en fut ainsi dans beaucoup de cas ; mais pour un certain nombre d'usines et de services, il y eut des candidats des amicales socialistes, des candidats anarchistes et dans un cas, un candidat trotskyste, notre camarade Trocello, aux Epinettes.

Malgré leur volonté d'étouffement, les bonzes du syndicat n'ont pu cacher les votes ; et « l'Humanité » du 13 juin donne une liste d'élections extrêmement intéressante. « L'Humanité » parle de « magnifique victoire de la C.G.T. ». Mais les cas les plus intéressants ne mettaient pas en cause la C.G.T. ou le Syndicat, mais la direction de la C.G.T. et du Syndicat.

Ce qui gêne au fond le plus les bonzes, c'est que la démocratie prolétarienne a un peu commencé à jouer. Et, malgré les menaces, les calomnies, malgré la faiblesse des opposants, là où face au candidat stalinien et au candidat-maison, il y eut des candidatures oppositionnelles, c'est vraiment vers celles-ci que les ouvriers se sont tournés.

Enfin, l'exemple de l'usine des Epinettes, où la gamme des tendances a été la plus grande, a montré comme un coup de sonde, que sur un programme révolutionnaire, sans équivoque, défendu avec acharnement, jour par jour, une minorité importante se compte aujourd'hui, s'organise aussi ; et demain entraînera la classe au combat.



La loi bourgeoise aura permis aux ouvriers de s'exprimer avec probablement plus de démocratie qu'ils ne pourront le faire au prochain Congrès du Syndicat des Métaux. Le rapport sur l'activité et les tâches, publié dans « le Métallo » du mois de juin, sue, de l'apremière à la dernière ligne, la crainte d'une opposition. Les bureaucrates piaffent, ruent, écument contre les gens qui..., contre les gens que... Mais à aucun moment, ils n'attaquent nommément telle tendance, ou ne visent précisément telle position.

Le comble du culot, d'un cynisme qui frise la provocation, ce sont les questions adressées anonymement :

« Et vous, qu'avez-vous fait, qu'ont fait les organisations dont vous vous réclamez, en face des événements et des difficultés, en dehors des discours et des déclarations destinés à masquer leur carence ?

« En face de la signature de la première et de la deuxième convention collective, en face des réalisations sociales (Maison de Repos, Colonies de Vacances, Parc des Loisirs, Mu-

tuelle, Caisse Primaire, Ecole de rééducation professionnelle, Maison du Métallurgiste), quelles sont vos réalisations ?

« En face de la solidarité magnifique, morale et matérielle des métallurgistes parisiens, envers les combattants antifascistes, qu'avez-vous fait pour les aider à se battre victorieusement si ce n'est des affirmations verbales et parfois mensongères sur une prétendue aide qui leur aurait été apportée ?

Mais c'est à vous, Costes, Timbaut, Doury et autres permanents de répondre aux questions des travailleurs, c'est à vous de rendre des comptes — et pas seulement ceux du parc de Baillet.

Pourquoi avez-vous freiné pendant des mois ? Pourquoi avez-vous déclenché une grève chez Citroën et avez-vous laissé le mouvement se poursuivre sans vigueur ? Pourquoi avez-vous fait obstacle à sa généralisation ? Pourquoi avez-vous signé deux conventions inégales ? Pourquoi acceptez-vous les 45 heures ?

Vous ne pouvez pas répondre que vous êtes passés de l'autre côté de la barricade. Vous spéculiez aussi sur l'opposition réformiste des Roy, Chevalme et autres (que vous traitez également de la façon la plus grossière), pour arrêter les ouvriers révolutionnaires qui ne veulent pas faire le jeu de citoyens à la Cuisson.

Non, les métallos révolutionnaires ne feront pas un bloc avec les pires réformistes ; c'est vous qui continuerez à faire ce bloc pour vous défendre contre l'opposition révolutionnaire qui grandit et vous balayera.

Chez Lioré à Argenteuil

Les tourneurs-outilleurs ont été diminués de 20 sous de l'heure. Cela a entraîné un mouvement de résistance, mais il n'a pas pu être fait davantage.

Les travailleurs de chez Lioré qui, au moment de la grève, ont résisté le plus longtemps aux manœuvres et aux trahisons des bonzes syndicaux, savent à qui ils doivent cette diminution. Ils s'organiseront et organiseront leurs camarades des autres boîtes pour préparer la prochaine bataille, sans et contre les dirigeants traîtres.

Les chômeurs d'Argenteuil

Carasso, qui a torpillé la grève Goodrich, sévit maintenant, au nom de l'Union des Syndicats, aux dépens des chômeurs.

Il est venu à Argenteuil parler devant une centaine de chômeurs. Tout le chapelet stalinien y a passé, mais il n'a pas appelé les chômeurs à combattre pour leurs revendications. Quand on trahit une partie des ouvriers, on trahit plus tard une autre partie : c'est toute la classe, celle qui travaille comme celle qui est hors de la production que dirigeants du P.C., du P.S. et de la C.G.T. trahissent.

L'ordre du jour, présenté par Carasso (qui ferait bien d'avoir à vivre avec l'indemnité d'un chômeur) ne fut adopté que par 20 voix. Les chômeurs d'Argenteuil se souviennent que seul le P.C.I. a pris énergiquement leur défense.

L'inspection du travail à Auxerre

Plusieurs infractions au Code du Travail se poursuivent depuis longtemps à Auxerre. L'inspecteur du travail est un P.P.F. notoire. Des raisons politiques lui ont valu son déplacement du département de l'Eure dans celui de l'Yonne.

Nous prévenons même les travailleurs que nous connaissons des camarades qui ont payé de leur place pour avoir fait connaître à « M. l'Inspecteur » des violations au Code du Travail.

Monsieur l'Inspecteur, par ce journal, nous vous signalons trois boîtes à Auxerre qui, tous les jours, violent les 40 heures : 1° Chez M. Machavoine, déménageur, où les employés subissent jusqu'à 14 heures de travail par jour. Ne pas croire que les employés sont d'accord avec le patron, car celui-ci les paye au mois. 2° A la teinturerie Crétain, rue Fecanderie, où c'est du 48 heures par semaine. 3° Chez Moret, sur les quais, près du pont Paul-Bert, où les 40 heures ne sont pas respectées.

Les travailleurs d'Auxerre veilleront et agiront pour que ces scandales cessent bientôt.

Jeune postier, il faut lutter

Nous avons indiqué dans un des précédents numéros de « La Commune » de quelle façon les jeunes télégraphistes des P.T.T. étaient exploités et comment le salaire dérisoire qu'ils touchaient ne pouvait leur permettre de vivre sans avoir recours à l'aide de leurs parents. Or, leur sort va encore s'aggraver, à la suite du refus du gouvernement Daladier et de la Commission des Finances de la Chambre d'augmenter les traitements des travailleurs de l'Etat ; car ce n'est pas avec 600 à 700 francs par mois qu'ils pourront faire face aux nécessités vitales.

Il faut également mener la lutte pour les autres revendications :

- L'application des 40 heures ;
- Des débouchés plus nombreux aux grades supérieurs par emplois réservés ;
- La titularisation avant le départ au service militaire.

Pour faire aboutir les revendications, l'existence d'une organisation révolutionnaire pratiquant une politique de lutte de classe intransigeante contre le régime d'exploitation capitaliste est indispensable.

La C.G.T. entend poursuivre sa politique de collaboration de classes pour la défense nationale ; tant pis si les masses laborieuses crévent de faim.

Au moment où se pose avec acuité le problème de l'augmentation des salaires des fonctionnaires, les bonzes syndicaux, réformistes et stalinien, de la Fédération Postale et des Services publics, essayent de parlementer, mais ne préparent pas la grève, seul moyen de faire fléchir le gouvernement bourgeois.

Le Parti Socialiste, fidèle à lui-même depuis 1914, trahit toujours à nouveau les travailleurs ; son attitude au sujet des 150 francs d'indemnité de cherté de vie et, dernièrement, à la Commission des finances de la Chambre, le démontre suffisamment.

Le Parti Communiste Français trompe les ouvriers en abandonnant la politique de lutte de classes au profit de la bourgeoisie. Malgré toutes ses explications embarrassées, ce parti préfère voter les crédits militaires, pousser le prolétariat à la guerre impérialiste plutôt que de défendre les masses exploitées. Au sujet de l'indemnité de vie chère de 150 francs réclamée par les organisations syndicales (octobre 1937), les députés communistes, après avoir clamé partout qu'ils seraient fidèles à leur promesse de soutenir les travailleurs de l'Etat, ont, sous le prétexte de ne pas rompre le Front populaire, voté la confiance au Gouvernement qui refusait ces 150 francs.

Les Jeunesses Communistes Françaises ont complètement trahi leur passé de lutte (Ruhr, Maroc), et, aujourd'hui, apportent leur concours à toutes les manœuvres du P.C.F. pour réaliser l'union de la nation française. Elles ne luttent plus pour l'amélioration du sort des jeunes exploités. Elles organisent des fêtes et la préparation militaire, afin d'avoir « la joie et la fierté d'être soldat », selon les recommandations de Raymond Guyot, autrefois emprisonné pour antimilitarisme.

Ainsi, jeunes postiers, vous ne pouvez plus avoir confiance dans ces organisations traîtres à la classe ouvrière ; vous ne pouvez compter que sur vous-mêmes pour engager la lutte revendicative.

Rejoignez la Jeunesse Communiste Internationaliste, qui relève le drapeau rouge abandonné et mène le combat à vos côtés pour briser l'exploitation capitaliste et faire triompher les revendications de la jeunesse laborieuse.

Les Droits de l'Homme à St-Claude

Jeudi 9 juin se tint une réunion de la Ligue des Droits de l'Homme, avec pour orateur L. Campoloughi, Président de la Ligue Italienne, qui traita le sujet : « La politique internationale du Vatican et le rôle du Vatican dans les Pays fascistes », devant une trentaine d'auditeurs.

Après un assez long exposé, l'orateur termina en assurant les présents que le jour où la France serait agressée, les ouvriers émigrés italiens participeraient tous pour défendre la démocratie française.

Le camarade S... lui porta la contradiction, demandant des explications sur la tolérance de la démocratie française envers le provocateur Tambourini. L'orateur répondit qu'il avait reçu une confiance du ministre Sarraut mais se refusa à la publier ; le ministre Sarraut l'autorisait à porter le revolver ; et, à l'égard des émigrés expulsés, le ministre avait promis de donner des mesures de bienveillance, après le passage des souverains anglais.

Campoloughi et autres bourgeois sont tranquilles avant comme après la visite du roi d'Angleterre ; mais les travailleurs immigrés n'ont rien à attendre demain comme hier d'un Sarraut du Front populaire.

Dans le maquis des décrets-lois D'une semaine à l'autre

CET article est écrit à la veille de la parution au « Journal Officiel » d'une nouvelle série de décrets-lois qui constituent le « troisième train » et qui concernent notamment :

LA DEFENSE NATIONALE, pour des mesures d'organisation et de financement nécessitées par l'ampleur des programmes d'armement, ce qui est doublement réjouissant pour le contribuable puisque ce dernier est désormais « mobilisable sans distinction d'âge ni de sexe ».

Il est vrai que les travailleurs à qui l'Etat demande à la fois leur sang et leur argent ont, par compensation, la perspective d'être dotés sous peu obligatoirement d'un masque à gaz individuel qui leur sera attribué... à prix réduit. Cent millions de francs sont en effet affectés à la fabrication d'appareils individuels de protection contre les gaz du type dit : « Masque national ». Des crédits supplémentaires sont en outre décidés pour la fabrication par l'industrie privée de « masques nationaux » en caoutchouc. On établit des moules permettant la production en grande série : 40.000 masques seraient sortis en quelques semaines et un million environ avant que soit révolu le mois de septembre.

On prévoit même pour les bébés des caisses spéciales dans lesquelles un appareil manœuvré à la main enverra l'air filtré.
Revenons à nos décrets-lois.

L'AGRICULTURE : des mesures sont prises tendant à l'amélioration de la qualité des produits français. On nous permettra d'être sceptiques quant au dynamisme de tels décrets. Voilà beau jour que Queuille, ministre de l'Agriculture aux temps reculés où le Parti communiste était encore révolutionnaire, a sorti un programme touffu « d'intensification et d'amélioration de la production agricole ». Queuille est de nouveau ministre. Gageons que ce vieux programme va revoir le jour !

Le bénéfice des allocations familiales serait en outre étendu aux chefs d'exploitations agricoles et aux artisans ruraux lesquels, entre nous, ne paraissent pas tellement empressés à y participer, ce qui impliquerait pour eux une participation... aux charges que leur situation permet difficilement.

La retraite des vieux

M. Belin, les anciens et les « bleus »

MONSIEUR BELIN écrit dans « le Peuple ».
Partisan de la retraite aux vieux travailleurs, Monsieur Belin, quand même, ne veut pas paraître démagogue aux yeux de messieurs les Patrons : « C'est sur un geste de solidarité nationale auquel participeraient la classe ouvrière, le patronat, l'Etat, qu'il faut fonder la retraite des vieux ».

Parmi les « alimenteurs » de la retraite des vieux, ce n'est pas par hasard que M. Belin place en premier... la classe ouvrière. M. Belin connaît la générosité spontanée de messieurs les Patrons et la magnanimité de l'Etat, mais du côté de la classe ouvrière, qu'il connaît très bien aussi (n'est-il pas payé pour cela ?) :

« Nous avons à vaincre certaines incompréhensions, certains égoïsmes, affirmés dans nos propres milieux ouvriers ».

Ce sont, du reste, ces incompréhensions et ces égoïsmes que M. Flandin qualifiait si justement de « matérialisme sordide ». Mais M. Belin est trop élégant pour reprendre pour son propre compte les définitions de Monsieur Flandin. Ce n'est pas tout !

M. Belin a du apprendre qu'au régiment existe une belle tradition parmi les hommes de troupe : Nous savons tous qu'à la caserne les bleus se tapent les corvées de patates et de chiottes pendant que les anciens ont la liberté démocratique de savourer quelques moments de repos et une bonne tasse de chocolat présentée par la capitaine.

M. Belin, génial secrétaire de la C.G.T., a pensé que pour la retraite des vieux, il pouvait

Le Commerce, les Travaux publics, la Justice et la Marine marchande ne sont pas oubliés et il convient d'attendre la publication définitive des textes de décrets-lois pour procéder à un examen d'ensemble qui fera ressortir toute la nocivité du gouvernement dit de Front populaire (Maison Lum et Cie : Daadier, successeur) !

Une mention particulière doit être faite concernant la réforme des Finances locales. Cette question intéresse particulièrement la plupart des travailleurs de province et une grande partie des travailleurs parisiens résidant en banlieue et dans les lotissements.

Ils ont vu, cette année, leurs impôts subir d'effrayantes majorations pour la part réservée aux départements et aux communes. Les uns et les autres sont dans une situation qui frise la faillite et aggrave encore l'état général des finances. Les dépenses pour 1938 des budgets locaux sont évaluées à 30 milliards, et leurs dettes s'élèvent actuellement à plus de 25 milliards.

L'une des conséquences de cette situation est l'augmentation verticale du centime additionnel; c'est aussi la prolifération des taxes et droits de timbre qui frappent en réalité le paiement des travaux exécutés pour les communes d'un impôt de 5 à 6 % ! Nous verrons sous peu comment M. Marchandau poursuit la réforme des Finances locales.

En fait, c'est une averse drue de décrets-lois qui s'abat sur le pays depuis quelques semaines et leur abondance même, et aussi leurs chevauchements, empêche tout examen détaillé. Un certain recul sera nécessaire pour apprécier cette phase virulente de l'activité gouvernementale.

Mais on peut du moins juger des résultats. Le déficit n'est pas résorbé, et les rentrées d'impôts restent inférieures de près de 600 millions aux prévisions faites pour les quatre premiers mois de 1938.

Le chômage (chiffres officiels inférieurs à la réalité) est en augmentation de 36.000 chômeurs par rapport à la semaine correspondante de juin 1937... et le coût de la vie continue son ascension. Son indice d'augmentation (base 100 en 1914) est passé de 486 en 1936, à 630 en 1937. Il est à 638 pour le premier trimestre de 1938 !

bien y avoir un truc dans le genre des bleus « des anciens, les « bleus » seraient les jeunes prolétaires et les « anciens » les vieux travailleurs qui ont eu la sale idée de ne pas crever au boulot avant l'âge de la retraite : « Pour une part, c'est aux jeunes ouvriers à travailler pour les vieux. Ce qu'ils donneront aujourd'hui à la vieille génération, une jeune génération le leur rendra quand eux-mêmes auront vieilli. Il y a donc une grande loi de solidarité humaine qu'une classe ouvrière ne peut méconnaître sans manquer à sa conscience. »

Des jeunes « incompréhensifs et égoïstes » diraient : « Ta gueule ! » à M. Belin qui donne des leçons de morale si précieux à la classe ouvrière. Ça ne ferait peut-être pas plaisir à M. Belin, mais pas plus.

Aussi il est préférable d'organiser la lutte contre cette valetaille des patrons qui, pour permettre à ceux-ci de ne pas toucher à leurs dividendes pour faire une retraite aux ouvriers qui ont usé leur vie à produire des bénéfices, engage la jeunesse ouvrière à marnier davantage. Comme ça, la production ne diminuera pas, les pauvres patrons ne paieront pas, M. Belin ne fera pas de « démagogie » et l'Ordre capitaliste sera respecté.

Si les jeunes roupillent, M. Belin, qui veille, lui, saura les faire gratter davantage pour la Défense nationale et la retraite des vieux.

Mais les jeunes travailleurs ficheront la trempe à MM. Belin, Jouhaux, Frachon, etc... pour pouvoir faire payer aux riches qu'ils défendent, la retraite des vieux qu'ils ne veulent pas donner.

10 JUIN.

Après le jet de bombes d'avions « inconnus » sur le territoire français, et les clameurs d'hystérie chauvine que cet acte a provoquées chez les staliniens — qui demandent au gouvernement d'ouvrir le feu sans avertissement sur tout avion survolant le territoire, — les bombardements de navires anglais et français affectés au contrôle maritime se poursuivent.

Le vapeur français « Brisbane » a été bombardé à deux reprises et coulé ; trois navires anglais ont été coulés : l'Isadora, le Thorpehaven et le St-Winifred.

11 JUIN.

L'état de siège est maintenu en Tunisie, contre toute vraisemblance, et c'est une véritable dictature militaire que l'impérialisme français exerce, ce qui lui permet les actes d'arbitraire les plus intolérables, notamment de poursuivre le secrétaire des syndicats de Béja et le gérant du journal « Tunis Socialiste » pour outrage à l'armée !

Le secrétaire de l'Union des syndicats de Béja a été écroué à la prison militaire.

12 JUIN.

A Georgetown, dans la Guyane britannique, se tient actuellement le congrès des organisations ouvrières des Indes occidentales, qui affirment leur solidarité avec les grévistes de la Jamaïque.

L'impérialisme anglais mitraille ces derniers et leur dénie le droit de s'organiser, mais la république française va cependant sortir tous ses oripeaux et mobiliser toutes ses polices pour recevoir le couple royal britannique.

13 JUIN.

Les travailleurs de la Monnaie ont arrêté le travail pour protester contre l'embauche par l'administration, de retraités des contributions indirectes.

Depuis le 1^{er} juin, une douzaine d'ouvriers de l'entreprise Henriot, aux sablières de Vitry, sont lock-outés pour avoir refusé de faire neuf heures par jour.

« L'assouplissement » des 40 heures continue !...

14 JUIN

Une secousse sismique est ressentie à Paris et dans le nord, en Belgique et en Angleterre. Mais il n'y a pas de quoi s'inquiéter, paraît-il, et le fait serait plus fréquent qu'on ne le croit communément.

Au Mans, 180 ouvrières de l'usine de masques à gaz Luchère se sont mises en grève pour protester contre le renvoi de sept de leurs compagnes et occupent les ateliers. C'est un acte de lutte de classe et en même temps une forme concrète et efficace de lutte contre la guerre et sa préparation.

15 JUIN

Au marché d'Avesnes (Nord), les négociants prétendaient empêcher les consommateurs d'acheter directement leur beurre aux producteurs. Une bagarre s'ensuivit, qui se prolongea pendant plus de trois heures. Beurre, œufs et fromages servaient de projectiles. A quand les comités ouvriers et paysans de lutte contre la vie chère ? A quand les Comités pour le contrôle des travailleurs sur les mercantis du lait ?

SOLIDARITÉ Révolutionnaire

par le

«Fond des Secours Rouge !»

Les problèmes de la construction de la IV^e Internationale

DANS le numéro 8 de « Quatrième Internationale », revue mensuelle du P.O.I., est publié un document de grande importance sur l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale. Il ne s'agit pas d'un document définitif. C'est un programme d'action, soumis à la discussion internationale par le S.I.

Sans traiter à fond les divers problèmes exposés dans ce document, nous voulons seulement attirer l'attention de nos camarades pour qu'ils étudient celui-ci avec un intérêt bolchevik, et dire ce que nous en pensons.

L'analyse du capitalisme, de la banqueroute en cours de l'impérialisme, soit des démocraties, soit des fascismes, est faite avec une telle méthode, une maestria marxiste-léniniste, que la maturité des prémisses historiques du socialisme se dégage sans laisser aucun doute.

La faillite et la politique de trahison de la II^e et de la III^e Internationales sont examinées à fond, avec la méthode dialectique de critique du léninisme, qui nous fait comprendre la crise de direction révolutionnaire du prolétariat, et démontre que ce qui manque à la classe ouvrière pour abattre le capitalisme, pour sortir victorieuse et pour éviter une catastrophe à l'humanité, c'est une direction révolutionnaire.

On peut dire que la lutte pour la conquête et la mobilisation des masses, sur un programme clair, autour des mots d'ordre précis et des revendications transitoires sur le plan de la préparation de la lutte pour le pouvoir, constitue la partie fondamentale de ce document.

Notre parti ne s'est jamais éloigné de ces problèmes de l'analyse de la situation, de la position que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat doit occuper pendant cette période « transitoire », de la lutte contre le capitalisme, la guerre impérialiste, la défense de l'U.R.S.S., etc., pour la conquête des masses, pour arracher les ouvriers, paysans, coloniaux, soldats, émigrés, à la politique du Front populaire, pour les diriger sur un programme d'action, qui constitue la prémisses principale pour ouvrir une perspective de victoire à la révolution prolétarienne.

La lutte théorique menée par notre parti contre le stalinisme, le reformisme, le centrisme et contre le confusionnisme dans les rangs même de l'avant-garde constitue un apport important pour résoudre la crise des B.-L. La tâche de tout le Parti inséparable de toute son action est de résoudre la crise de direction de la classe ouvrière ; ce qui signifie construire cette direction : la IV^e Internationale à laquelle le P.C.I. reste massivement lié de toutes ses forces.

Nous sommes pleinement d'accord avec le fond du document, particulièrement là où il déclare : « La situation politique mondiale, dans son ensemble, se caractérise avant tout par la crise historique de direction du prolétariat. »

Comment résoudre cette crise ? Là se trouve tout le problème. Notre travail, tous nos efforts sur le terrain des luttes quotidiennes ont été et sont orientés dans cette direction : apporter notre contribution à la solution de cette crise qui se ramène d'abord à la solution de la crise des B.-L. et des partisans de la IV^e Internationale.

Le fait nouveau apporté par ce document consiste à traiter et à résoudre la crise de direction de la classe ouvrière par la proclamation officielle de l'existence pratique de la IV^e Internationale. Nos réserves sur le plan des méthodes d'organisation pour la proclamation de la IV^e Internationale étant rappelées, nous savons que l'heure de la IV^e Internationale, en tant qu'instrument de direction de la classe ouvrière, a sonné.

Dans les circonstances historiques actuelles, pour conquérir les masses et pour donner à la classe ouvrière une nouvelle direction révolutionnaire capable de la conduire sur le terrain de la lutte pour le pouvoir, de classe contre classe, pour engager une lutte sans merci contre le capitalisme, il est clair qu'il n'est plus suffisant de lutter pour le programme de la IV^e Internationale, sans la construire pratiquement.

C'est la raison pour laquelle la responsabilité historique de ce document, sur le problème de la proclamation de la IV^e Internationale, est énorme pour tous les B.-L., pour tous les partisans de la IV^e Internationale.

Nous accordons une grande importance à la conférence qui s'ouvrira sous peu sur ce problème fondamental.

Le P.C.I., de même que les autres organisations B.-L. qui se sont trouvées en divergence, pendant cette dernière période, avec le S.I., sur les

problèmes d'organisation ou de tactique, doivent être convoqués à cette conférence. Est-il possible qu'un seul B.-L., et en premier lieu le camarade Trotsky, permette que les rangs des B.-L. et des partisans de la IV^e Internationale, continuent à être divisés dans les circonstances actuelles ?

Les prolétaires d'avant-garde comprendront que les réserves et les oppositions de notre part sur ces problèmes d'organisation, ne pourront pas justifier notre exclusion de la conférence.

Des exclusions mécaniques de ce genre ou personnelles peuvent avoir de graves conséquences : compromettre, pour toute une période, non la proclamation de la IV^e Internationale, mais le rôle de celle-ci en tant que véritable direction révolutionnaire de la classe ouvrière.

La proclamation de la IV^e Internationale, même sur un programme juste, ne résoudra pas, en elle-même, le problème de direction de la classe ouvrière, si les règles marxistes-léninistes, qui furent à la base de l'I.C. et qui sont les principes de la démocratie prolétarienne, ne sont pas observées. Pour nous, il ne s'agit pas d'une proclamation nominale, formelle, de la IV^e Internationale, il s'agit d'une décision politique d'une grande portée, en vue d'assurer en fait la véritable direction révolutionnaire de la classe ouvrière, pour conduire celle-ci à la victoire de la révolution socialiste mondiale.

PAUL LAFARGUE et la MAIN TENDUE aux CATHOLIQUES

L'article ci-dessous nous est envoyé par un camarade sympathisant. Nous le publions volontiers.

L OIN de nous l'idée de contrister Maurice Thorez pour sa « main tendue » aux catholiques.

Toutefois, il serait bon de s'entendre et de savoir « ou va le marxisme integral ».

La lecture de la plaquette du Staline français du communisme nous a incités à relire une brochure d'un auteur dont personne, j'imagine, ne contestera le marxisme.

Paul Lafargue, de qui les communistes de Moscou viennent de faire paraître une traduction de ses œuvres complètes, a publié jadis (1905) dans la Bibliothèque du Parti socialiste, le point de vue des marxistes sur la religion, l'église et ses séides, sous ce titre caractéristique : « Les causes de la croyance en Dieu » (1).

Marxiste, nous ne nous permettrons pas de critiquer les écrits du Maître. Contentons-nous de le citer :

« Le christianisme — écrit Lafargue — bien qu'il ait pu s'adapter à d'autres formes sociales, est, par excellence, la religion des sociétés qui reposent sur la propriété individuelle et l'exploitation du travail salarié ; c'est pourquoi il a été et sera, quoi qu'on dise et qu'on fasse, la religion de la bourgeoisie. »

Et, plus loin :

« Si le christianisme, après avoir été dans les premiers siècles la religion des foules mendiantes, que l'Etat et les riches entretenaient par des distributions quotidiennes de vivres, est devenu celle de la bourgeoisie, la classe parasitaire par excellence, c'est que le parasitisme est l'essence du christianisme. Votre Père céleste — a dit Jésus — connaît que vous avez besoin de toutes choses.

« Le Père céleste de la bourgeoisie est la classe des salariés manuels et intellectuels ; elle est le Dieu qui pourvoit à tous ses besoins. »

« LE SALARIE DOIT ETRE RESIGNE A SON SORT. La fonction sociale d'exploiteur du travail exige que le bourgeois propage la religion chrétienne, prêchant l'humilité et la soumission à Dieu qui élit les maîtres et désigne les serviteurs et qu'il complète les enseignements du christianisme... »

Une Conférence du Pacifique des partisans de la IV^e Internationale

A U cours du mois de mai s'est tenue à New-York une conférence de partisans de la IV^e Internationale, adhérents au Secrétariat international, des pays situés autour de l'Océan Pacifique.

Malgré les distances considérables et les frais résultant (qui empêchèrent la présence de certains groupes), participèrent à cette conférence des délégués des Etats-Unis, du Canada, de Chine, d'Australie et de plusieurs pays de l'Amérique latine.

Des documents furent adoptés pour être soumis à l'examen des sections ; ainsi que des résolutions sur les perspectives de la guerre sino-japonaise, les tâches des B.-L. chinois, sur la situation et les tâches des B.-L. du Canada. Une thèse fut adoptée relative au rôle mondial de l'impérialisme nord-américain et à ses positions en Amérique latine.

La conférence s'occupa de la situation des B.-L. au Mexique. Nous ne savons pas exactement la position adoptée pour l'avenir, mais l'ancien groupe fut rejeté comme couvert de toutes les tares, suivant une tradition qui ne nous paraît pas des meilleures pour le développement de la IV^e Internationale.

Cette conférence décida de soumettre à l'approbation de la prochaine conférence internationale la création d'un Bureau Pan-Pacifique américain et d'un secrétariat administratif latino-américain. Ce bureau éditerait des bulletins, en premier lieu en langue espagnole.

Voyons plus loin :

« LA BOURGEOISIE INDUSTRIELLE A BESOIN D'AVOIR A SA DISPOSITION DES PROFESSEURS DE L'ABETISSEMENT POUR remplir cette tâche. LES CLERGES DE TOUTES LES CULTES LES FOURNISSENT... Le clergé catholique, avec ses neuvaines, ses pèlerinages et ses mômeries, est de tous les clergés celui qui pratique le plus savamment l'art d'abêtir ; il est aussi le mieux agencé pour la fourniture des frères et sœurs ignorants à l'usage des écoles primaires et des RELIGIEUSES SURVEILLANTES A L'USAGE DES ATELIERS DE FEMMES ».

Narrétons pas de citer :

« Le bourgeois n'appelle pas injustice l'accaparement des richesses créées par les salariés ; ce vol est pour lui la justice même ; et il ne peut concevoir que Dieu ou n'importe qui ait sur ce sujet une autre opinion. Néanmoins il ne croit pas qu'on viole la justice éternelle quand on permet aux ouvriers d'avoir le désir d'améliorer leurs conditions de vie et de travail ; mais comme il sait pertinemment que ces améliorations devront être réalisées à ses dépens, il pense qu'il est d'une sage politique de leur promettre une vie future, où ils vivront en bombance, comme des bourgeois. La promesse du bonheur posthume est pour lui la plus économique manière de donner satisfaction aux réclamations ouvrières. La vie par delà la mort qu'il se plaît d'espérer pour contenter son Moi, se change en instrument d'exploitation. »

Voyons maintenant Lafargue préciser la pensée marxiste :

« Les organisations économiques et politiques de la classe ouvrière des deux mondes se désintéressent de toutes discussions doctrinales sur les dogmes religieux et les idées spiritualistes, ce qui ne les empêche pas de faire la guerre aux prêtres de tous les cultes, PARCE QU'ILS SONT LES DOMESTIQUES DE LA CLASSE CAPITALISTE. »

Encore et toujours :

« La bourgeoisie du XVIII^e siècle, qui lutta en France pour s'emparer de la dictature sociale, attaqua avec fureur le clergé catholique et le christianisme parce qu'il était le soutien de l'aristocratie... Victorieuse, elle perdit son irréligieuse combativité, et, ainsi que les chiens de la Bible, elle retourna à son vomit, le christianisme, qui, comme la syphilis, est

(Suite à la page 9.)

Quelques questions

FROCLAMANT à Royan la constitution du P.S.O.P., l'ancienne « gauche révolutionnaire » de la S.F.I.O. lança un appel aux ouvriers et paysans qui constitue le premier document politique du nouveau Parti. Sans vouloir analyser à fond cet appel, plein d'équivoques et d'imprécisions, nous nous devons de retenir quelques passages pour demander des explications complémentaires au P.S.O.P.

1.) L'appel dit que la situation en juin 1936 « aurait permis à la classe ouvrière, tout en occupant le gouvernement, de s'emparer des grandes entreprises et de briser l'oligarchie capitaliste ». Le P.S.O.P. considère-t-il que la prise du pouvoir par le prolétariat se fait ainsi par une quelconque « occupation du gouvernement » de la bourgeoisie ?

De l'enseignement de Marx, Engels, Lénine, nous retenons, quant à nous, que la classe ouvrière doit briser, démolir, faire sauter le gouvernement et toute la machine d'Etat, qui est l'organe de domination de la classe dominante.

2.) L'appel parle d'un « néo-bolchevisme ». On serait bien inspiré de nous dire ce que l'on entend par cette appellation tordue.

Egalement, l'appel, parlant de « La troisième Internationale qui, au lendemain de la guerre avait suscité de si vastes espérances », ne se prononce cependant pas sur la légitimité de la création de la III^e Internationale en 1919, car c'est en même temps la justification de la IV^e à notre époque.

3.) Enfin, on a bien du mal pour savoir si le P.S.O.P. condamne le Front populaire ou non, tout en exposant le rôle contre-révolutionnaire de celui-ci.

Par ailleurs, qu'est-ce que le « front de combat » dont l'appel parle avec tant d'insistance ? Front avec qui ? Contre qui ? Les précisions, sur ce point comme sur les autres, ne peuvent pas nuire à la classe ouvrière.

Paul Lafargue et la main tendue

(suite de la page 8)

une maladie constitutionnelle qu'elle a dans le sang. Ses philosophes subirent l'influence de l'ambiance sociale : ils étaient bourgeois, ils évoluèrent avec leur classe. »

Mais, il faut le dire, nous ne nous arrêtons pas car tout serait à citer dans la thèse marxiste du catholicisme — et de toutes religions — opium du peuple — de Paul Lafargue.

Si Maurice Thorez n'est pas satisfait, conseillons-lui la lecture d'une autre brochure du même auteur — genre, ne l'oublions pas, de Karl Marx — La religion du Capital (2).

Si après cela il n'est pas convaincu de la malfaisance de la thèse qu'il propage, c'est que décidément le mal est irrémédiable.

Mais les travailleurs ont bien, ce nous semble, leur mot à dire.

Louis ARNOUX.

(1) Causes de la croyance en Dieu, par Paul Lafargue. Edition de la Vie socialiste, Paris, 1905.

(2) La religion du Capital, par Paul Lafargue. Librairie du Parti Socialiste S.F.I.O., rue de la Corderie, 15, s.d.

" ZIMMERWALD MALGRE NOUS "

SI la direction du P.S.O.P. n'a, à l'égard des sociaux-démocrates et réformistes de tous genres qui sont restés dans le nouveau parti, que prévenances et sourires, de toute autre manière sont traités les organisations d'avant-garde, même les éléments de l'aile gauche du P.S.O.P., comme les ex-J.S.A. A leur égard, les éléments de la direction n'ont que méfiance et calomnie.

Dans ces conditions, ce ne sont que des informations partielles que nous pouvons avoir de militants du P.S.O.P. Donc, si dans les faits que nous relatons dans « la Commune », des inexactitudes se glissent, ce serait malgré notre volonté. Nous sommes certains de ne pas défigurer les positions respectives.

Après la rupture de Royan, c'est maintenant vers le premier Congrès national du P.S.O.P., congrès qui doit déterminer la structure, les statuts et le programme de ce parti, les 16 et 17 juillet, que sont orientés principalement les efforts du P.S.O.P. A cet effet, eut lieu dimanche dernier un premier congrès des militants de la Seine

A ce congrès, la première partie fut consacrée aux rapports sur Royan ; il paraît surtout se manifester un grand confusionnisme.

Tous les problèmes furent abordés consécutivement (question de la structure, des statuts, du programme et de la charte).

Toutes les interventions des militants qui s'inscrivent étaient réduites à quelques minutes, on passa sans conclusion aucune d'un point à l'autre. Aussi est-il difficile à une pensée de se dégager.

En ce qui concerne les tendances exprimées, elles ont été empreintes, c'est tout naturel, de l'héritage de la social-démocratie. On s'est beaucoup occupé des futurs élus et de leurs droits et de leurs devoirs. Mais le P.S.O.P. a-t-il des élus ? Nous n'en connaissons aucun. En espère-t-il beaucoup dans la décomposition de la démocratie ?

Parmi les interventions politiques, il faut signaler celle d'un militant qui marqua nettement que l'on devait reprendre la tradition glorieuse du début de l'I.C., basant le parti sur un régime intérieur de centralisme démocratique et son action de classe dans l'usine.

Une question controversée fut celle de la jeunesse. Rien n'est moins édifiant que cette crainte à peine camouflée qui est répandue dans la direction du P.S.O.P. Une organisation révolutionnaire n'a jamais besoin de craindre la jeunesse. Tout au contraire, celle-ci a toujours été son soutien le plus ardent dans la lutte contre l'opportunisme et le social-patriotisme. Craindre la jeunesse, vouloir paralyser son activité et ses discussions est le signe infaillible d'un opportunisme plat.

On entendit aussi l'argument traditionnel : il y a aussi la province qui... que...

C'est le dernier argument toujours opposé par les esprits bureaucratiques à une orientation politique conséquente. Comme si en province la politique révolutionnaire était damnée et cessait d'être juste. Il est évident que si l'on ne fait pas d'efforts pour faire assimiler par les militants de la province l'expérience plus intense de la région parisienne, sous prétexte qu'il ne faut pas les surter, ils suivront difficilement.

Les clans, eux, semblent ne pas ralentir leurs activités. A ce Congrès, ils se sont encore manifestés avec évidence. Les incidents n'ont pas manqué, élevant la tension entre les uns et les autres. Nous y reviendrons ultérieurement car ils ont aussi une importance politique.

Les interventions les plus caractéristiques ont eu lieu, comme de juste, lors de la discussion du programme et de la charte. Déjà, dans le numéro 12 de « Juin 36 », Pivert, en écrivant : « C'est l'heure que choisissent les politiciens et les bureaucrates pour nous obliger à forger l'instrument de lutte dont les travailleurs ont besoin », confirmait ce que nous écrivions ici même la semaine dernière : que la G.R. forma le nouveau parti malgré elle. A suivre le raisonnement de Pivert, on serait amené à considérer « les politiciens et les bureaucrates » comme ayant plus de conscience des intérêts de la classe ouvrière que Pivert et la G.R. eux-mêmes.

Au Congrès, Rul proposa de prendre comme charte le projet élaboré par la commission d'unification défunte du P.S. et du P.C. ! Pour faire cela, ce n'était pas la peine de quitter la S.F.I.O. ni non plus de s'en faire exclure.

Mais le P.S.O.P. a encore d'autres « théoriciens » en réserve. Les trop fameux champions de la « synthèse entre le révolutionnarisme bolchevik et le réformisme social-démocrate » qui n'ont même plus le mérite de la fraîcheur ou de l'originalité. Laissons de côté ces cerveaux si bouillants qui ne s'arrêtent devant aucune énormité, nous les retrouverons à l'occasion. Et revenons à Pivert qui s'excusa encore du parti qu'on l'oblige à fonder. Pivert calma, ou fit des efforts pour le faire, les clans, en disant que chacun ne devait pas croire à son exclusivité dans la vérité révolutionnaire. (C'est d'ailleurs là une conception franc-maçonnique typique). Et il donna à relever un appréciation sur la rupture de Royan et la situation présente de la G.R., disant que : « C'EST LE ZIMMERWALD, MALGRE NOUS », car la G.R. avait laissé mûrir les choses en restant fidèle aux principes socialistes.

Les choses commençaient à devenir trop mûres !

« Zimmerwald malgré nous ». C'est une formule à épinglez. Zimmerwald, c'était déjà passablement confus ainsi que le marqua avec force la gauche zimmerwaldienne qui allait donner naissance à la III^e Internationale. Mais Zimmerwald, c'était pendant la guerre, malgré la censure et les jusqu'aboutistes forcenés. Aller à Zimmerwald, c'était autre chose que la plage royannaise, devant la caméra ou le micro, AVANT LA GUERRE.

« Zimmerwald malgré nous ». Le combat, malgré nous. Pourquoi pas la révolution malgré nous. la lutte contre le capitalisme malgré nous. Mais, sans conviction intransigeante et sans objectifs précis, est-ce ainsi que vous pensez à bâtir « l'instrument de lutte dont les travailleurs ont besoin » ?



" La Commune "

Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.

Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la Poste, allée Gambetta, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123 boul. Bailli, etc...

Avignon : kiosque Domengue.

Agen : kiosque Caujolle.

Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.

Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.

Bordeaux : kiosque, 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.

Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.

Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.

Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.

Lille : gare et nombreux dépôts.

Auxerre : gare et nombreux dépôts.

Aix : gare et nombreux dépôts.

Périgueux : gare et nombreux dépôts.

Toulon : gare et nombreux dépôts.

La Rochelle : gare et dépôts.

Strasbourg : gare et place du Corbeau

et dans les dépôts de : Valentigney, Rion-des-Landes, Saint-Sever, Oullins, Villeurbanne, Saint-Etienne, Nouzonville, Ucel, Vals-les-Bains, Metz, Antibes, Hyères, Arcachon, Saint-Julien-en-Jarcey

Comment luttait la J. C. de 1923

Le stalinisme s'est fait une spécialité de la falsification de l'histoire du mouvement ouvrier. Aussi il est fort naturel que Michaud, un des bureaucrates staliniens des plus zélés, passe sous silence, dans son article de « Notre Jeunesse » sur l'histoire de la J.C., la période héroïque de 1923. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français, la Jeunesse Communiste réussit à gagner une influence politique considérable dans les rangs des jeunes prolétaires mobilisés. L'Etat-major a souvent tremblé devant l'action de la J.C. parmi les soldats et, malgré toutes les trahisons du parti stalinien, toute sa servilité devant le militarisme français, le mot : « communiste » éclate encore comme une bombe dans les bureaux d'officiers quand il est prononcé parce qu'on suspecte des soldats d'antimilitarisme. La lutte de la J.C. pendant la Ruhr, la guerre du Maroc, les périodes de réserves de 1927, ont renforcé la tradition antimilitariste dans l'armée. Elle n'est pas encore morte, malgré que soient complètement abandonnés les jeunes travailleurs encasernés.

Nous pensons utile, au moment où une nouvelle organisation de jeunes se crée à côté du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, de rappeler quelques pages oubliées d'une brochure des J.C. de 1928 : L'Antimilitarisme

me Révolutionnaire. Nous donnons aujourd'hui un passage concernant l'action de la J.C. pendant l'occupation de la Ruhr. C'est ça, l'antimilitarisme révolutionnaire ! C'est son drapeau que la J.C.I. essaie de relever de la fange chauvine où l'a laissé choir la jeunesse stalinienne. Et nous y réussissons malgré nos faibles forces. Et nous payons déjà cher notre persévérance révolutionnaire. C'est qu'un mot d'ordre révolutionnaire lancé faiblement dans les casernes soulève un écho puissant. L'Etat-major et ses complices du Front populaire ne permettront jamais que l'on renoue avec la tradition de la Ruhr sans frapper sévèrement. Pas un d'entre nous ne s'est découragé. Au contraire, des manifestations de solidarité nous sont venues des casernes, d'autres jeunes prolétaires se sont proposés pour reprendre la lutte un moment arrêtée.

La J.C. des enfants de Lénine, la J.C. de la Ruhr, nous a montré la voie. Inspirons-nous de son exemple pour reprendre le combat contre le militarisme bourgeois, restons fidèles aux gars de Calvi, aux jeunes communistes tombés sous les balles de l'impérialisme français pendant la guerre du Maroc.

A bas le militarisme !

A bas les 2 ans !

A bas la guerre impérialiste !

La lutte contre l'occupation de la Ruhr et pour la défense de la Révolution allemande

C'est le 11 janvier 1923 que l'impérialisme français décida d'occuper le bassin de la Ruhr. Dès le premier jour de l'occupation, les fédérations des Jeunesses Communistes de France et d'Allemagne s'adressèrent aux soldats. Un premier manifeste : « Les ouvriers allemands sont vos frères ! » fut affiché dans toutes les villes occupées et distribué sous forme de tracts à 20.000 exemplaires.

Ensuite, durant six mois, de janvier à juin 1923, la tâche essentielle de la propagande communiste dans l'armée fut de lutter contre l'agitation chauvine des impérialistes, d'expliquer aux soldats et cheminots français l'identité de leurs intérêts avec ceux du prolétariat allemand, de montrer comment l'opposition temporaire des bourgeois allemands et français finirait inévitablement par se concilier sur le dos des travailleurs des deux pays. Le mot d'ordre essentiel qui fut propagé dans des milliers de tracts et publications était : « Fraternelles avec les ouvriers allemands ! »

Parallèlement, le maximum d'efforts était déployé pour établir des relations directes avec les soldats communistes, relations qui, au début, étaient tout à fait insuffisantes. Les grèves de mai 1923, dans lesquelles furent entraînés plus de 500.000 ouvriers allemands, démontrèrent que l'agitation communiste dans l'armée se précisait. « Ne tirez pas sur les ouvriers allemands ! » fut le mot d'ordre qui vint le premier matérialiser l'idée de fraternisation.

Deux appels parurent en langue arabe avec des dessins (par exemple un grand croissant rouge au milieu du second appel), pour la distribution parmi les troupes coloniales. Cet appel disait notamment :

« Vous êtes ici pour piller et voler en faveur des mêmes impérialistes français qui vous assassinent et vous volent chez vous.

Les ouvriers allemands sont vos frères et luttent pour la liberté, comme vous dans votre pays !

Vive la libération de l'Algérie et du Maroc !

Vive la liberté des peuples opprimés par l'impérialisme français !

Cet extrait d'un appel montre comment était mise à profit la communauté d'intérêts (lutte pour l'indépendance, contre l'impérialisme français) unissant les soldats d'Algérie et du Maroc aux prolétaires de la Ruhr. Peu après, d'ailleurs, et comme résultat de cette propagande, les sol-

dats coloniaux furent retirés de la Ruhr, pour être envoyés en Rhénanie.

A cette époque, l'impérialisme français soudoya une quantité d'agents qui, exploitant la misère de la population des régions occupées, lancèrent le mouvement séparatiste. Les Jeunesses Communistes de France réagirent par de nombreux papillons et tracts dénonçant la manœuvre impérialiste.

Cependant, le développement rapide de la crise révolutionnaire en Allemagne, l'intérêt chaque jour plus vif des soldats pour la propagande communiste, exigeaient un travail plus systématique et une pénétration renforcée dans l'armée. C'est alors que naquit « L'Humanité », « édition spéciale pour les soldats », journal hebdomadaire illégal, pour les soldats.

La première page du journal était toujours consacrée aux questions politiques, à l'occupation de la Ruhr, au mouvement communiste en France et en Allemagne. La seconde page parlait de la vie des soldats et, en octobre et novembre 1923, elle fut rédigée, pour la plus grande partie, par les soldats eux-mêmes.

Afin de créer des liens plus étroits entre les soldats restés dans les casernes de l'intérieur de la France et ceux des forces d'occupation, le tirage de « La Caserne », journal à ce moment-là mensuel, pour les soldats et édité par les J.C. de France, fut doublé et les soldats de la Ruhr reçurent ainsi leur journal mensuel où les problèmes intéressant l'armée entière étaient traités, avec en supplément une page humoristique très attrayante.

L'occupation se prolongeant, il fallait approfondir la propagande chez les soldats, étayer leur conviction nouvelle par des arguments plus nombreux, mieux détaillés. Ce fut le but des brochures populaires qui, à partir de juillet, furent tirées dans l'armée et dont les plus connues étaient : « Pourquoi Jacques Bonhomme est-il là ? » aux couleurs nationales de France, et « Le Cœur des Forges et l'occupation de la Ruhr » traitant les causes de l'occupation dans les relations entre magnats français et allemands et l'industrie lourde.

La révolution grondant en Allemagne, les tâches du travail dans l'armée devinrent plus lourdes : assurer les flancs de l'armée révolutionnaire de demain, empêcher l'intervention des troupes françaises contre la révolution. Les buts fixés

devenaient plus précis : non plus seulement neutraliser l'armée d'occupation, mais surtout gagner sa partie prolétarienne pour la révolution ; non plus seulement se satisfaire de liaisons personnelles directes avec les meilleurs éléments de l'armée, mais créer une véritable organisation illégale dans l'armée, qui, tout en facilitant la pénétration plus profonde du matériel de propagande, préparerait la masse des soldats aux actions décisives imminentes et détruirait l'effet des menaces des officiers. En octobre 1923, cette organisation illégale existait (sur la base des cellules de régiment) dans la majorité des unités des forces françaises d'occupation. Cette organisation illégale, centralisée, décuplait les possibilités d'action, assurait une utilisation plus complète de chaque élément communiste dans l'armée, soutenait ces éléments moralement dans leur difficile situation et coordonnait leur activité.

Ce travail patient et efficace au dedans était complété par une agitation incessante, extrêmement large au dehors. En octobre 1923, il n'existait plus une ville, un cantonnement où ne parvinrent les journaux français, arabes ou belges (mi-flamand, mi-français). L'« Humanité » devint bihebdomadaire. « La Caserne », bien qu'interdite, parvenait régulièrement à des milliers de soldats ; « La Caserne coloniale », organe mensuel en arabe des J.C. de France, très illustré, commença à paraître à ce moment-là. Ainsi les soldats d'Algérie et du Maroc eurent aussi leur journal. Il en fut de même pour les troupes belges qui eurent leur organe bimensuel, « Le drapeau rouge ». Des quantités de manifestes, tracts, papillons furent publiés provenant des P.C. et des J.C. de France, d'Allemagne et de Belgique, des Conseils d'usine de Rhénanie et de Westphalie, de l'I.C. et de l'I.C.J.

Au moment le plus critique de la révolution allemande, les mots d'ordres principaux suivants furent lancés : « Soutenez la Révolution allemande », « Suivez l'exemple des marins de la mer Noire », « La révolution fera la paix, la réaction fera la guerre », « Aidez les ouvriers de France et d'Allemagne dans leur lutte contre le fascisme », « L'ouvrier allemand veut du pain et du travail. Aidez-le à les obtenir ! »

Les résultats de cet immense travail d'agitation apparurent bientôt. C'est ainsi qu'au moment où la presse communiste allemande s'adressa aux ouvriers pour soutenir les journaux révolutionnaires menacés par la chute du mark, les soldats français furent parmi les premiers à faire circuler les listes de souscription. « Ruhr-Echo », l'organe du P.C. à Essen, en publia plusieurs. Les soldats, dans plusieurs endroits, refusèrent de décrocher les papillons communistes (entre autres, à Gelsenkirchen).

Le 14 juillet 1923, de nombreux soldats quittèrent la fête nationale officielle et passèrent la journée avec les camarades allemands (à Lohr, etc., etc.).

Le 5 août 1923, de nombreux soldats prirent part à une fête syndicale à Dortmund, au chant de l'« Internationale ». A Duisbourg, le jour de la manifestation séparatiste, un détachement de soldats français se plaça à la tête de la contre-démonstration ouvrière ; à Dusseldorf, pendant la grève des métaux, des soldats belges manifestèrent avec les ouvriers.

Dans de nombreux cas, les soldats refusèrent de tirer sur les ouvriers (à Essen, à Neustadt, où les troupes marocaines refusèrent de tirer, malgré l'ordre donné). Les jeunes communistes civils allemands et les jeunes communistes soldats français rivalisèrent de courage et d'habileté dans la diffusion du matériel antimilitariste. Les sympathies des soldats étaient visiblement du côté de la révolution.

La répression fut sévère : plus de cent jeunes communistes allemands furent arrêtés et condamnés, ainsi que quinze camarades soldats.

« LA COMMUNE »

est en vente dans les kiosques et dans les groupes tous les vendredis.

Dir pages minimum. Le numéro : Cinquante centimes.

Demandez-la : diffusez-la ! Soyez, de Paris ou de province, son lecteur et son correspondant.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : A. RASTIDE.